

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2010-2011

22 DÉCEMBRE 2010

Proposition de loi modifiant la législation relative à la protection de l'enfant, en ce qui concerne l'instauration de la parentalité sociale

(Déposée par Mme Sabine de Bethune et M. Rik Torfs)

DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition de loi reprend le texte d'une proposition qui a déjà été déposée à la Chambre des représentants le 2 juillet 2008 (doc. Chambre, n° 52-1303/1).

Contexte

Les projections scientifiques montrent qu'en Flandre, le nombre de ménages ne cessera d'augmenter au cours des quinze prochaines années, tandis que leur taille va continuer à se réduire. Il y aura plus de petits ménages. Leur taille moyenne tombera de 2,59 personnes en 1991 à 2,27 en 2016. Parmi les 400 000 ménages supplémentaires, 350 000 seront des « mono-ménages ». Le nombre d'isolés avec enfants augmentera de 60 000 unités. Globalement, le nombre de couples mariés restera à peu près stable, mais il y aura plus de couples sans enfant.

Le problème que posent ces chiffres, c'est qu'ils sous-estiment le phénomène de la cohabitation de fait, tant donné que les projections se fondent sur le domicile légal. Le type de cohabitation choisi par les couples séparés ayant des enfants détermine le type de ménage dans lequel de nombreux enfants grandiront dans les années à venir. Personne n'ignore que l'on se marie moins facilement, se sépare plus rapidement et cohabite plus fréquemment, et qu'il y a davantage de familles recomposées.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2010-2011

22 DECEMBER 2010

Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving betreffende de bescherming van het kind, wat de invoering van het zorgouderschap betreft

(Ingediend door mevrouw Sabine de Bethune en de heer Rik Torfs)

TOELICHTING

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van een voorstel dat reeds op 2 juli 2008 in de Kamer van volksvertegenwoordigers werd ingediend (stuk Kamer, nr. 52-1303/1)

Situering

Wetenschappelijke projecties leren dat het aantal huishoudens in Vlaanderen gestaag zal aangroeien de komende vijftien jaar. De gezinsverdunding houdt aan. Er komen meer kleinere gezinnen. De huishoudenomvang daalt van 2,59 personen in 1991 naar 2,27 in 2016. Van de 400 000 bijkomende huishoudens zouden er 350 000 singles zijn. Het aantal alleenstaanden met kinderen stijgt met 60 000. De gehuwden blijven in totaal ongeveer *status quo*, maar er zouden meer kinderloze koppels komen.

Het probleem met deze cijfers is dat het feitelijk samenleven wordt onderschat. Dit is een gevolg van het feit dat de projecties steunen op de wettelijke woonplaats. Het samenwoninggedrag van uit elkaar gevallen koppels met kinderen bepaalt de huishoudens waarin heel wat kinderen de komende jaren zullen opgroeien. We weten dat mensen minder makkelijk huwen, sneller uit elkaar gaan en vaker ongehuwd samenleven, dat er meer nieuwsamengestelde gezinnen zijn.

De plus en plus d'enfants grandiront dans des familles composées d'un parent et d'un parent social, souvent le partenaire du parent. Si c'est dans le cadre du mariage que le plus grand nombre d'enfants continueront à grandir, raison pour laquelle il mérite du reste d'être soutenu davantage, il n'en demeure pas moins qu'il existe d'autres types de relations. Un plus grand nombre de familles recomposées seront appelées à s'occuper de l'éducation des enfants dans les prochaines années. C'est ainsi qu'en Flandre, 12% des mineurs ont été élevés dans une famille recomposée.

Le parent social peut s'investir plus ou moins. Bien souvent, l'autre parent légal joue également encore un rôle. La société se caractérise par une grande diversité de formes de cohabitation.

Au sein de familles recomposées, les relations entre les enfants, les parents qui se chargent de leur éducation et les parents juridiques qui n'assument pas cette mission sont complexes. Il est fréquent que les parentalités biologique, juridique et effective ne soient pas réunies dans le chef d'une seule et même personne.

Il n'existe pas, dans notre législation, de cadre adapté dans lequel peut s'inscrire la relation complexe existant entre enfants et parents sociaux. De nombreuses personnes s'occupent d'enfants (par exemple de ceux de leur partenaire), mais n'ont pas ou guère de droits ou d'obligations à l'égard de ces enfants. Les enfants et les parents sociaux qui se trouvent dans une telle situation ne jouissent d'aucune sécurité, même lorsque les relations entre les nouveaux partenaires prennent fin.

Il convient avant tout d'assurer la sécurité des enfants au sein de toutes les familles et l'intérêt de l'enfant doit également primer dans les familles atypiques. Il est fréquent que le nouveau partenaire du père ou de la mère — qu'il soit hétérosexuel, homosexuel ou bisexuel, un grand-parent, un oncle ou une tante, ... — assume une part importante de l'éducation des enfants. Le nouveau lien affectif qui se tisse entre le parent social non biologique et l'enfant mérite une protection légale. Aux yeux des démocrates-chrétiens, une telle protection offerte à tous les types de famille, constitue un facteur de cohésion sociale. Nous estimons en effet que cette cohésion se développe à partir de la base. C'est pourquoi nous souhaitons légiférer en vue de protéger les relations entre enfants et parents sociaux.

La parentalité sociale : un système d'autorité parentale à la mesure de la famille

La multiplication des situations de fait dans lesquelles l'éducation d'un enfant est assurée par une tierce personne rend indispensable une réforme législative permettant de mettre le droit civil en concor-

Meer kinderen zullen opgroeien in gezinnen met een ouder en een zorgouder, vaak de partner van de ouder. Het huwelijk blijft de belangrijkste plaats waar kinderen opgroeien, en verdient daarom bijkomende ondersteuning, maar is niet de enige plaats. Meer nieuwsamengestelde gezinnen zullen in de komende jaren instaan voor de opvoeding van kinderen. Zo groeide in Vlaanderen 12% van het aantal minderjarigen op in een nieuwsamengesteld gezin.

De engagementen van de zorgouder kunnen nogal eens verschillen. Vaak speelt ook de andere wettelijke ouder nog een rol. De maatschappij kenmerkt zich door een veelheid aan samenlevingsvormen.

In nieuwsamengestelde gezinnen zijn relaties tussen kinderen, zorgende ouders en niet zorgende juridische ouders complex. Biologisch, juridisch en feitelijk ouderschap zitten niet altijd meer bij één en dezelfde persoon.

Het aangepaste kader om de complexe relatie tussen kinderen en zorgouders te ondersteunen, bestaat in onze wetgeving niet. Heel wat mensen zorgen voor kinderen (van bijvoorbeeld hun partner), maar kunnen weinig of geen rechten of plichten opnemen ten opzichte van die kinderen. Voor kinderen en zorgouders is in die situaties geen zekerheid, ook niet wanneer de nieuwe relatie tussen partners wordt beëindigd.

Zekerheid moet er eerst en vooral komen voor kinderen in alle gezinnen en families. Ook in anderssamengestelde gezinnen staat het belang van het kind voorop. De nieuwe partner van vader of moeder — hetero of holebi, een grootouder, een tante of nonkel, ... — neemt vaak heel wat opvoedende taken over de kinderen op zich. De nieuw opgebouwde affectieve band tussen de niet-biologische zorgouder en het kind verdient wettelijke bescherming. Voor christendemocraten is de ondersteuning van alle gezinnen en families gemeenschapsvormend. Voor de indieners wordt een verbonden samenleving van onderuit opgebouwd. De indieners willen daarom dat een wettelijke regeling bescherming biedt aan de opgebouwde zorgrelaties.

Zorgouderschap : een systeem van ouderlijk gezag op maat van het gezin

Het almaar toenemend aantal feitelijke situaties waarin een kind door een niet-ouder wordt opgevoed, maakt een wetswijziging onontbeerlijk. Die hervorming is noodzakelijk om het burgerlijk recht af te

dance avec le droit au respect de la vie familiale au sens de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, tel qu'interprété par la Cour européenne des droits de l'homme (1) (CEDH). La Convention des droits de l'homme doit être lue en parallèle avec l'article 22 de la Constitution.

L'arrêt Marckx du 13 juin 1979 de la CEDH a déjà établi qu'il n'y a pas lieu de distinguer entre la famille « légitime » et la famille « naturelle ». Dans l'arrêt X Y Z du 22 avril 1997, la CEDH a confirmé que l'article 8 de la Convention des droits de l'homme — qui garantit le droit au respect de la vie familiale — ne s'appliquait pas uniquement aux familles fondées sur le mariage mais pouvait également s'étendre à d'autres relations de fait.

En réponse à la question préjudicielle adressée à l'ancienne Cour d'arbitrage — actuelle Cour constitutionnelle — sur l'existence éventuelle d'une discrimination violant les articles 10 et 11 de la Constitution au motif que l'autorité parentale ne peut être accordée qu'aux personnes ayant un lien de filiation avec l'enfant, la Cour a confirmé que la catégorie d'enfants sans ce lien de filiation faisait l'objet, sans justification admissible, d'un traitement différent de celui réservé à la catégorie d'enfants ayant un lien de filiation. La Cour a par ailleurs indiqué :

« Mais c'est au législateur qu'il appartient de préciser sous quelle forme, à quelles conditions et selon quelle procédure l'autorité parentale pourrait, dans l'intérêt de l'enfant, être étendue à d'autres personnes qui n'ont pas un lien de filiation avec lui [...] » (2).

Lors de l'élaboration d'un cadre juridique pour l'environnement familial d'un enfant, il convient également de tenir compte de la Convention internationale des droits de l'enfant, approuvée à New York le 20 novembre 1989 :

1) l'article 3 précise que dans toutes les actions relatives à l'enfant, c'est l'intérêt de l'enfant qui doit être pris en considération;

2) l'article 5 concerne le respect des droits et de la responsabilité qu'ont les parents et les membres de la famille élargie de guider l'enfant, d'une manière qui corresponde au développement de ses capacités. Il ressort du commentaire de cet article qu'il s'agit de la notion de famille au sens large. Il ne s'agit pas de l'occurrence uniquement de la cellule familiale initiale;

(1) Arrêt X Y Z/Royaume Uni du 22 avril 1997 et arrêt KUT/Finlande du 27 avril 2000.

(2) Cour d'arbitrage, n° 134/2003, 8 octobre 2003.

stemmen op het recht op eerbiediging van het gezinsleven, zoals dat in het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden (EVRM) is verankerd en zoals dat door het Europees Hof voor de rechten van de mens (EHRM) werd geïnterpreteerd (1). Genoemd Europees mensenrechtenverdrag dient in onderlinge samenhang met artikel 22 van de Grondwet gelezen te worden.

Reeds in het Marckx-arrest van 13 juni 1979 stelde het EHRM dat er geen reden is om een onderscheid te maken tussen wettig gezin en natuurlijk gezin. In het arrest X Y Z van 22 april 1997 bevestigde het EHRM dat de werkingssfeer van artikel 8 EVRM, dat het recht op eerbiediging van het gezinsleven waarborgt, zich niet beperkt tot gezinnen die ontstaan zijn uit een huwelijk maar ook andere feitelijke relaties kan omvatten.

In antwoord op een prejudiciële vraag aan het toenmalige Arbitragehof — thans Grondwettelijk Hof — over het eventuele bestaan van discriminatie die in strijd is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet omwille van het feit dat het ouderlijk gezag alleen kan worden toegekend aan personen die een afstammingsband met het kind hebben, bevestigde het Hof dat de categorie van kinderen zonder dergelijke afstammingsband zonder toelaatbare verantwoording verschillend wordt behandeld ten opzichte van de categorie van kinderen met een dergelijke afstammingsband. Voorts stelde het Hof :

« Maar het staat aan de wetgever om te preciseren in welke vorm, onder welke voorwaarden en volgens welke procedure het ouderlijk gezag, in het belang van het kind, zou kunnen worden uitgebreid tot andere personen die geen afstammingsband met het kind hebben, (...) » (2)

Bij het uitwerken van een juridisch kader voor de gezinsomgeving van een kind, dient tevens rekening te worden gehouden met het Verdrag inzake de rechten van het kind, goedgekeurd te New York op 20 november 1989 :

1) artikel 3 stelt dat acties met betrekking tot het kind steeds met het belang van het kind rekening moeten houden;

2) artikel 5 gaat in op het respect voor de rechten en verantwoordelijkheden van ouders en de ruimere familie om het kind leiding te geven overeenkomstig zijn groeiende capaciteiten. De commentaar op dit artikel geeft aan dat het hier om een ruim familiebegrip gaat. Het gaat hier niet enkel over het oorspronkelijke kerngezin;

(1) Arrest X Y Z vs. Verenigd Koninkrijk van 22 april 1997 en arrest KUT vs. Finland van 27 april 2000.

(2) Arbitragehof, nr. 134/2003, 8 oktober 2003.

3) l'article 7 dispose que, dans la mesure du possible, l'enfant a le droit d'être élevé par ses parents. Il est clair que tel ne peut être le cas en cas de disparition d'un parent (décès), de négligence ou de maltraitance. Selon un principe général de la convention, dans des circonstances normales, c'est auprès de ses parents qu'un enfant est le mieux;

4) l'article 8 règle le droit de préserver l'identité et l'obligation de protéger et, au besoin, de rétablir les éléments constitutifs de l'identité de l'enfant (nom, nationalité et relations familiales). Même si cet article se focalise sur l'importance des relations familiales dans l'identité de l'enfant, il est également explicitement reconnu qu'un enfant peut entretenir des relations importantes avec des personnes de son entourage;

5) l'article 9 énonce le droit de l'enfant de vivre avec ses parents, à moins qu'il ne soit jugé, conformément aux procédures applicables, que cela n'est pas conciliable avec l'intérêt de l'enfant;

6) l'article 18 reconnaît la responsabilité commune des parents pour ce qui est d'élever l'enfant et d'assurer son développement. Cet article n'implique toutefois pas que les soins nécessaires à l'enfant doivent ou peuvent toujours et exclusivement être pris en charge par les parents (1).

La présente proposition de loi tente de respecter les déclarations et principes précités tout en tenant compte de l'avis rendu par le Conseil d'État au cours de la 51^e législature sur diverses propositions de loi et amendements concernant la beau-parentalité (DOC 51 0393/002). Les auditions et les avis écrits (DOC 51-393/003) ont également fourni de nombreuses informations utiles et été source d'inspiration pour l'élaboration de la présente proposition de loi. C'est à la lumière de tous ces éléments que la proposition de loi déposée par le CD&V au cours de la 51^e législature (DOC 51 0393/001) a été fondamentalement revue.

Nous n'avons pas retenu l'adoption ou la tutelle officieuse pour régler la situation d'enfants grandissant au sein de familles composées de leur parent juridique et d'une tierce personne prenant soin d'eux sans être leur parent biologique ou juridique (2).

(1) Audition de la commissaire flamande aux droits de l'enfant en sous-commission Droit de la famille instituée au sein de la commission de la Justice de la Chambre des représentants, dans le cadre de laquelle il est fait référence à l'UNICEF, *Implementation Handbook*, DOC 51-393/003, pp. 8 et 9.

(2) Voir également, à ce propos, les avis rendus au cours des auditions tenues au sein de la sous-commission Droit de la famille, not. par l'expert auprès de la délégation générale de la Communauté française aux droits de l'enfant, le Pr Em. A. Heyvaert, UA, M. Tim Wuyts, Institut pour le droit de la famille et le droit de la jeunesse de la KULeuven, et le Pr J.-L. Renchon, UCL (DOC 51-393/003).

3) in artikel 7 vindt men de bepaling dat het kind, voorzover als mogelijk, het recht heeft om door zijn ouders te worden verzorgd. Uiteraard kan er hier geen sprake van zijn als een ouder wegvalt (overlijden), bij verwaarlozing of misbruik. Maar een algemeen verdragsprincipe is dat in normale omstandigheden een kind het best gebaat is bij zijn ouders;

4) artikel 8 gaat in op het recht op behoud van identiteit en de verplichting om de basale aspecten van de identiteit van het kind (naam, nationaliteit en familiebanden) te beschermen en zo nodig te herstellen. Ook al focust dit artikel op het belang van de familiebanden in de identiteit van het kind, er wordt ook uitdrukkelijk erkend dat een kind betekenisvolle relaties met mensen in zijn of haar omgeving kan aangaan;

5) artikel 9 formuleert het recht van het kind om met zijn/haar ouders samen te leven, tenzij geoordeeld wordt in overeenstemming met de toepasselijke procedures dat dit onverenigbaar is met zijn/haar belang;

6) artikel 18 erkent de gezamenlijke verantwoordelijkheid van de ouders voor de opvoeding en de ontwikkeling van het kind. Dit artikel houdt echter niet in dat de zorg voor het kind ook steeds uitsluitend door de ouders moet of kan worden opgenomen (1).

Huidig wetsvoorstel tracht de bovenvermelde uitspraken en beginselen te respecteren en tevens rekening te houden met het advies dat de Raad van State tijdens de 51e zittingsperiode uitbracht over diverse wetsvoorstellen en amendementen met betrekking tot het stiefouderschap (kamerdocument DOC 51 0393/002). Ook de hoorzittingen en schriftelijke adviezen (kamerdocument 51-393/003) leverden heel wat nuttige informatie en inspiratie op voor het uitwerken van dit wetsvoorstel. Het wetsvoorstel dat CD&V tijdens de 51e zittingsperiode indiende (DOC 51 0393/001), werd in functie van al deze elementen grondig herzien.

Om de situatie te regelen van kinderen die opgroeien in gezinnen die bestaan uit hun juridische ouder en een andere zorgende persoon die niet de natuurlijke of juridische ouder is van het kind, is niet gekozen voor adoptie of pleegvoogdij (2).

(1) Hoorzitting met de Vlaamse Kinderrechtencommissaris in de subcommissie Familierecht opgericht binnen de schoot van de commissie voor de Justitie van de Kamer van volksvertegenwoordigers waarbij wordt verwezen naar het UNICEF *Implementation Handbook*, kamerdocument 51-393/003, blz. 8 en 9.

(2) Zie hiervoor tevens de verstrekte adviezen tijdens de hoorzittingen in de subcommissie Familierecht, met name door de deskundige bij de «Algemene afvaardiging van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind», Prof. Em. A. Heyvaert, UA, de heer T. Wuyts, Instituut voor Familierecht en Jeugdrecht van de KULeuven, Prof. J.-L. Renchon, UCL (DOC 51-393/003).

Nous optons résolument pour une procédure et des conditions de base simplifiées par rapport à la procédure de l'adoption, sans préparation et enquête sociale, avec moins de conditions d'autorisation et sans conditions d'âge. En outre, moins lourde de conséquences, la parentalité sociale ne crée, par exemple, pas de liens de filiation, ce qui peut être particulièrement utile lorsqu'un enfant est élevé conjointement par un parent et, par exemple, un membre de la famille, étant donné qu'une adoption est exclue dans ce cas. En outre, la proposition de loi instaurant une parentalité sociale ne crée pas de droits successoraux et n'entraîne pas de changement de nom.

Enfin, le cercle de personnes auxquelles s'adresse la parentalité sociale est plus vaste, dès lors qu'elle s'adresse aussi aux personnes qui ne sont pas le partenaire du parent, mais, par exemple, ses père ou mère, frère ou sœur.

La tutelle officieuse (articles 475*bis* à 475*septies* du Code civil) n'offre pas non plus de solution, dès lors qu'elle est subordonnée à un contrat expressément conclu entre les père et mère et le tuteur officieux, qu'elle ne confère au tuteur officieux que des prérogatives juridiques limitées et qu'elle a pour conséquence que les prérogatives transférées au tuteur officieux cessent d'être exercées par les père et mère de l'enfant (1).

Nous préconisons une parentalité sociale à deux vitesses, afin de réduire au maximum le risque de conflits.

La première catégorie de situations concerne celles dans lesquelles l'autorité parentale sur l'enfant est exercée par un seul des parents de l'enfant, étant donné que la filiation de l'enfant n'est établie que vis-à-vis de ce parent, l'autre étant décédé ou ayant été déclaré présumé absent, ou que l'autre parent est dans l'impossibilité durable d'exercer l'autorité parentale ou dans l'impossibilité de manifester sa volonté. Dans ces situations, le tribunal de la jeunesse doit pouvoir accorder la parentalité sociale à la personne qui prend durablement soin de l'enfant sans en être le parent naturel ni juridique, et lorsque, pour autant que ce soit dans l'intérêt de l'enfant, l'enfant a un lien affectif particulier avec cette personne et, à partir de douze ans, consent à la parentalité sociale.

Le tribunal de la jeunesse peut alors accorder, entièrement ou partiellement, conjointement au parent et au parent social, l'autorité parentale sur la personne et sur les biens de l'enfant.

La deuxième catégorie de situations concerne celles dans lesquelles l'autorité parentale est exercée con-

De indiens opteren uitdrukkelijk voor een eenvoudigere procedure en grondvoorwaarden dan voor de adoptieprocedure, zonder voorbereiding en maatschappelijk onderzoek, met minder toestemmingsvereisten en zonder leeftijdsvoorwaarden. Bovendien heeft het zorgouderschap minder verstrekkende gevolgen en brengt het bijvoorbeeld geen afstammingsbanden tot stand hetgeen bijzonder nuttig kan zijn indien een ouder het kind samen opvoedt met bijvoorbeeld een familielid, aangezien een adoptie in die situatie is uitgesloten. Het wetsvoorstel tot invoering van een zorgouderschap roept bovendien geen erfrecht in het leven en brengt geen naamswijziging met zich mee.

Tot slot is de kring van personen voor wie het zorgouderschap openstaat ruimer gedefinieerd vermits het ook openstaat voor personen die niet de partner van de ouder zijn maar bijvoorbeeld diens ouder, broer of zus.

Ook de pleegvoogdij (artikelen 475*bis* tot 475*septies* BW) biedt geen soelaas vermits zij onderworpen is aan een uitdrukkelijk gesloten overeenkomst tussen de ouders en de pleegvoogd, zij slechts beperkte juridische prerogatieven verleent aan de pleegvoogd en als gevolg heeft dat de aan de pleegvoogd overgedragen prerogatieven niet langer worden uitgeoefend door de vader en de moeder van het kind (1).

De indiens pleiten voor een zorgouderschap met twee snelheden teneinde het risico van conflicten maximaal te beperken.

De eerste categorie situaties betreft deze waarbij het ouderlijk gezag over het kind wordt uitgeoefend door slechts één van de ouders van het kind, omdat de afstamming van het kind slechts ten aanzien van die ene ouder vaststaat, omdat de andere ouder overleden is of vermoedelijk afwezig is verklaard, of omdat de andere ouder in de voortdurende onmogelijkheid is om het ouderlijk gezag uit te oefenen of in onmogelijkheid verkeert om zijn wil te kennen te geven. In deze situaties moet de jeugdrechtbank het zorgouderschap kunnen toekennen aan de duurzaam zorgende persoon die niet de natuurlijke of juridische ouder is van het kind en wanneer dit in diens belang is, het kind een bijzondere affectieve band heeft met deze persoon en vanaf twaalf jaar instemt met het zorgouderschap.

De jeugdrechtbank kan dan het ouderlijk gezag met betrekking tot de persoon, alsook met betrekking tot de goederen van het kind geheel of gedeeltelijk toekennen aan de ouder en de zorgouder samen.

De tweede categorie situaties betreft deze waarbij het ouderlijk gezag gezamenlijk door de twee ouders

(1) Voir, à ce propos, l'avis formulé par le Pr. J.-L. Renchon au cours de l'audition organisée au sein de la sous-commission Droit de la famille (DOC 51-393/003, p. 61).

(1) Zie hiervoor het advies van Prof. J.-L. Renchon uitgebracht in de hoorzitting van de subcommissie Familierecht (DOC 51 393/003, p. 61).

jointement par les deux parents de l'enfant ou est confiée exclusivement à l'un de ces deux parents. Dans ces situations, le tribunal de la jeunesse doit pouvoir permettre à un des deux parents de transférer une partie des droits et des obligations de l'autorité parentale à la personne qui prend soin de l'enfant sans en être le parent naturel ni juridique, et lorsque, pour autant que ce soit dans l'intérêt de l'enfant, l'enfant a un lien affectif particulier avec cette personne et, à partir de douze ans, consent à la parentalité sociale.

Cette réglementation ne porte pas atteinte aux droits et aux obligations des parents légaux qui restent responsables de leur enfant et permet d'éviter la création de plusieurs types de parentalités sociales à l'égard de l'enfant.

Grands-parents et membres de la famille

Les grands-parents, par exemple, peuvent également obtenir le statut de parent social. Dans la pratique, les grands-parents ou les autres membres de la famille assument effectivement l'éducation et la charge de l'enfant. C'est en raison de ce rôle qu'ils peuvent également être considérés comme des parents sociaux. La réglementation que nous proposons peut, à cet égard également, offrir une réponse souple et adaptée, sans porter préjudice aux garanties dont les parents doivent jouir.

Tutelle et héritage

Le parent social peut déjà être désigné à ce moment comme tuteur testamentaire par le parent restant même, ou peut être désigné comme tuteur après l'ouverture de la tutelle.

À cet égard, nous souhaitons prévoir l'obligation d'entendre le parent social au moment de l'ouverture de la tutelle, au cas où il n'aurait pas été désigné comme tuteur par le parent.

Les conséquences du prédécès d'un parent social au regard du droit successoral peuvent également être réglées, dans l'intérêt de l'enfant, par voie testamentaire, et ce, dans les limites de la quotité disponible. Nous jugeons qu'il n'est pas souhaitable, en la matière, de toucher à la part réservataire.

À cet égard, nous soulignons qu'il est en revanche recommandé d'appliquer des droits de succession réduits aux relations entre enfants et parents sociaux, comme c'est par exemple déjà le cas en Région flamande.

van het kind wordt uitgeoefend of uitsluitend is opgedragen aan één van deze ouders. In deze situaties moet de jeugdrechtbank toestemming kunnen geven aan een ouder om een deel van de rechten en plichten van het ouderlijk gezag over te dragen aan de zorgende persoon die niet de natuurlijke of juridische ouder is van het kind en wanneer dit in diens belang is, het kind een bijzondere affectieve band heeft met deze persoon en de andere ouder en het kind vanaf twaalf jaar instemmen met het zorgouderschap.

Er wordt hierbij geen afbreuk gedaan aan de rechten en plichten van de wettelijke ouders die verantwoordelijk blijven voor hun kind en er wordt tevens in een regeling voorzien om te vermijden dat er verschillende zorgoudersschappen over het kind in het leven worden geroepen.

Grootouders en familieleden

Ook bijvoorbeeld grootouders kunnen toetreden tot het statuut. In de praktijk staan grootouders of andere familieleden in voor de daadwerkelijke opvoeding en verzorging van het kind. In die zin kunnen ook zij zorgouders zijn. De voorgestelde regeling kan ook hier een soepel en aangepast antwoord bieden, zonder dat de nodige waarborgen voor de ouders verloren gaan.

Voogdij en erfenis

De zorgouder kan op dit ogenblik reeds aangewezen worden door de overblijvende ouder zelf als testamentair voogd, of kan aangewezen worden als voogd na het overvallen van de voogdij.

In dit verband wensen de indieners de verplichting in te bouwen tot het horen van de zorgouder op het ogenblik van het overvallen van de voogdij, voor zover de zorgouder niet zou zijn aangewezen als voogd door de ouder.

Ook de erfrechtelijke gevolgen van het vooroverlijden van een zorgouder kunnen in het belang van het kind geregeld worden via testament, en dit binnen de perken van het beschikbare gedeelte. De indieners achten het niet wenselijk dat terzake wordt ingegrepen op het reservataire erfrecht.

De indieners wijzen er in dit verband op dat het wel raadzaam is voor zorgrelaties verminderde tarieven van successie toe passen, zoals dit bijvoorbeeld reeds gebeurt in het Vlaamse Gewest.

La réglementation juridique de la parentalité sociale répond d'une manière appropriée à de nouvelles évolutions constatées dans les familles belges. Quelle que soit la composition de la famille, elle offre une sécurité, crée une situation durable et une forme de cohésion sociale, et respecte à sa juste valeur la prise de responsabilités. Elle ne remet pas en question les règles fondamentales de la filiation parentale et laisse intactes les garanties nécessaires dont jouissent les parents biologiques.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

Cet article prévoit la procédure bicamérale optionnelle.

À cet égard, il est renvoyé au compromis qui prévaut depuis plus de dix ans déjà au sein de la commission de concertation parlementaire, compromis aux termes duquel les modifications structurelles des compétences des cours et tribunaux sont obligatoirement bicamérales et les autres adaptations de compétences — comme, en l'espèce, le fait de rendre les tribunaux de la jeunesse compétents en matière de parentalité sociale — sont bicamérales optionnelles.

Article 2

La réglementation en matière de parentalité sociale est insérée dans le Code civil par le biais d'un nouveau titre IX/1 dans le livre premier, intitulé « La parentalité sociale ».

Articles 3 à 5

Les articles 3, 4 et 5 contiennent des dispositions générales relatives à la parentalité sociale.

Une série de définitions sont formulées et les deux formes possibles de parentalité sociale sont explicitées.

Il est également souligné que la parentalité sociale ne porte pas atteinte aux liens de filiation existants de l'enfant et que les parents légaux de l'enfant conservent leurs droits et leurs obligations vis-à-vis de leur enfant. Nous tenons ainsi compte de l'observation du Conseil d'État selon laquelle, dans un souci de sécurité juridique, il convient de confirmer de manière expresse que ces droits ne sont pas affectés par les dispositions qui sont insérées (1).

(1) Voir à ce sujet DOC 51-393/002, p. 82, considérant 79.

De juridische regeling van het zorgouderschap is een geschikt antwoord op nieuwe evoluties binnen onze families. Het biedt zekerheid, creëert duurzaamheid en maatschappelijke verbondenheid en brengt respect op voor opgenomen verantwoordelijkheid ongeacht de samenstelling van het gezin. Aan de fundamentele regeling van ouderlijke afstamming wordt niet geraakt, noch worden de nodige waarborgen voor de oorspronkelijke ouders opgegeven.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 1

Dit artikel voorziet in de optioneel bicamerale procedure.

Hiervoor wordt verwezen naar het compromis dat reeds meer dan tien jaar in de parlementaire overlegcommissie wordt gehanteerd waarbij structurele wijzigingen aan de bevoegdheden van de hoven en de rechtbanken verplicht bicameraal zijn en de overige bevoegdheidsaanpassingen — zoals *in casu* door de jeugdrechtbanken bevoegd te maken inzake het zorgouderschap — optioneel bicameraal.

Artikel 2

De regeling inzake het zorgouderschap wordt ingevoegd in het Burgerlijk Wetboek via een nieuwe titel IX/1 in boek I met het opschrift « Het zorgouderschap ».

Artikelen 3 tot 5

De artikelen 3, 4 en 5 bevatten een aantal algemene bepalingen met betrekking tot het zorgouderschap.

Er worden een aantal definities geformuleerd en uiteengezet welke twee vormen van zorgouderschap mogelijk zijn.

Tevens wordt beklemtoond dat het zorgouderschap geen afbreuk doet aan de bestaande afstammingsbanden van het kind en dat de wettelijke ouders van het kind hun rechten en plichten ten aanzien van hun kind behouden. Hiermee wordt tegemoet gekomen aan de opmerking van de Raad van State dat ter wille van de rechtszekerheid dient te worden vermeld dat er uitdrukkelijk wordt bevestigd dat deze rechten niet worden aangetast door de nieuwe bepalingen die worden ingevoegd (1).

(1) Zie hiervoor DOC 51-393/002, p. 82, overweging 79.

Article 6

Cet article règle la première catégorie de situations de parentalité sociale dans un chapitre II, à savoir les situations dans lesquelles un seul parent exerce l'autorité parentale.

Article 7

Cet article énumère les situations dans lesquelles l'autorité parentale n'est exercée que par un seul parent. Lors des États généraux de la famille de 2004, une majorité des membres du groupe était d'accord sur le fait qu'une tierce personne peut se voir attribuer plus de droits que ceux actuellement prévus par la loi lorsqu'un seul parent exerce l'autorité parentale.

Même lorsque l'exercice de l'autorité parentale est attribué exclusivement à un des parents, l'autre parent conserve en principe des prérogatives essentielles telles que le droit à entretenir des relations personnelles, le droit de surveiller l'éducation de l'enfant, celui d'être informé à cet égard et de s'adresser au tribunal de la jeunesse pour imposer ou interdire certains actes dans l'intérêt de l'enfant. Pour éviter autant que possible les conflits, cette situation n'est pas traitée dans le chapitre II, mais dans un chapitre III, qui règle la parentalité sociale dans les cas où l'autorité parentale est exercée conjointement par les deux parents de l'enfant.

La demande d'application de ce régime doit émaner d'un parent et d'une tierce personne. Nous avons opté délibérément pour une formulation large, afin de permettre, par exemple, aux grands-parents ou à d'autres membres de la famille de bénéficier de ce régime.

Le critère du lien d'affection particulier figure déjà dans la réglementation légale relative au droit d'entretenir des relations personnelles prévue à l'article 375*bis* du Code civil. Nous souhaitons nous inspirer de ce critère.

Une autre condition est que le parent et le parent social se soient effectivement occupés conjointement de l'enfant durant une période ininterrompue de deux ans préalable à l'introduction de la demande. La prise en charge effective et conjointe de l'éducation de l'enfant est une question de fait, qui suppose que la relation en vertu de laquelle le parent et la tierce personne assument la charge de l'enfant aille au-delà de l'intervention purement occasionnelle et présente un caractère durable. Elle requiert que le parent et le parent social assument quotidiennement ou régulièrement l'éducation de l'enfant. En outre, ils sont tenus de l'assumer conjointement. Dans la pratique, cette condition nécessitera souvent la constitution d'un nouveau ménage.

Artikel 6

Dit artikel regelt de eerste categorie van situaties van zorgouderschap in een hoofdstuk II, namelijk de situaties waarin slechts één ouder het ouderlijk gezag uitoefent.

Artikel 7

Dit artikel somt de situaties op waarin het ouderlijk gezag door slechts één ouder wordt uitgeoefend. Ook binnen de staten-generaal van het Gezin van 2004 was een meerderheid van de leden van de groep het er over eens dat een derde meer rechten kan toegewezen krijgen dan die welke momenteel voorzien zijn in de wet wanneer slechts één ouder het ouderlijk gezag uitoefent.

Zelfs wanneer de uitoefening van het ouderlijk gezag uitsluitend aan één van de ouders is toegewezen, behoudt de andere ouder in principe essentiële prerogatieven zoals het recht op persoonlijk contact, het recht om toezicht te houden op de opvoeding van het kind, om hieromtrent te worden ingelicht en om zich tot de jeugdrechtbank te wenden om in het belang van het kind bepaalde handelingen te laten opleggen of verbieden. Om conflicten zoveel mogelijk te vermijden, wordt deze situatie niet in hoofdstuk II behandeld maar in een hoofdstuk III dat het zorgouderschap regelt in gevallen van gezamenlijke uitoefening van het ouderlijk gezag door de beide ouders van het kind.

Het verzoek tot het toepassen van de regeling dient uit te gaan van een ouder en een andere dan die ouder. Deze formulering is bewust breed gekozen, opdat ook bijvoorbeeld grootouders of andere familieleden zouden kunnen in aanmerking komen.

Het criterium van de bijzondere affectieve band is reeds opgenomen in de wettelijke regeling van het recht op persoonlijk contact van artikel 375*bis* van het Burgerlijk Wetboek. De indieners wensen zich te enten op het daar gehanteerde criterium.

Andere voorwaarde is dat een ouder en de zorgouder gedurende een onafgebroken periode van twee jaar voorafgaand aan het inleiden van de vordering daadwerkelijk samen zorg hebben gedragen voor het kind. Het samen daadwerkelijk zorg dragen over het kind is een feitenkwestie, waarbij de zorgrelatie het louter occasionele overstijgt en een duurzaam karakter dient te vertonen. Het vereist dat de ouder en zorgouder zich dagelijks of regelmatig met de opvoeding van het kind inlaten. Bovendien dienen zij dit samen te doen. Dit zal in de praktijk met zich brengen dat veelal sprake is van de vorming van een nieuw gezin.

Il est important de souligner que c'est en fonction de l'intérêt de l'enfant que le juge prendra, en définitive, sa décision.

Le juge entendra dès lors l'enfant dès qu'il aura atteint l'âge de douze ans.

Toujours pour éviter des conflits et une cascade de parents sociaux ayant des droits sur l'enfant, il est prévu explicitement qu'il ne peut y avoir qu'un seul parent social.

Article 8

Cet article dispose que le tribunal peut attribuer les droits et obligations de l'autorité parentale sur l'enfant, entièrement ou partiellement, de manière conjointe, au parent et à une tierce personne. Le juge dispose en l'espèce d'une large marge d'appréciation, la réglementation proposée étant suffisamment souple pour permettre de trouver la solution appropriée à la situation concrète.

Le parent social qui exerce la parentalité sociale assume au moins un certain nombre d'obligations. Il s'agit d'une des caractéristiques essentielles du régime que nous proposons d'instaurer. La tierce personne est dès lors en tout cas tenue de contribuer, à proportion de ses facultés, à assumer l'hébergement, l'entretien, l'éducation et la formation de l'enfant. Si la formation n'est pas achevée, cette obligation se poursuit en l'occurrence également après la majorité de l'enfant. Nous optons clairement pour une combinaison de droits et d'obligations.

Ces engagements se poursuivent, le cas échéant, après la fin de la relation entre le parent et le parent social.

Lorsque le tribunal attribue la parentalité sociale à une tierce personne, il peut, dans l'intérêt de l'enfant, déclarer les dispositions du livre premier, titre IX, applicables par analogie en tout ou en partie.

Les articles 203, § 1^{er}, 203bis à 203ter, 208 à 211 sont applicables par analogie.

Cette disposition continue également à s'appliquer après la fin de la relation entre le parent et le parent social. En effet, les états généraux des familles de 2005 ont eux aussi observé que le respect de l'intérêt de l'enfant et sa sauvegarde risquent de ne pas être assurés de la même façon en cas de rupture d'un couple marié ou non marié.

Het is belangrijk erop te wijzen dat het belang van het kind de uiteindelijke toetssteen is voor de rechter.

De rechter zal het kind dan ook horen vanaf het de leeftijd van twaalf jaar heeft bereikt.

Nog om conflicten en een cascade aan zorgouders met zeggenschap over het kind te vermijden, wordt er uitdrukkelijk bepaald dat er slechts één zorgouder kan zijn.

Artikel 8

Dit artikel bepaalt dat de rechtbank de rechten en plichten van het ouderlijk gezag over het kind geheel of gedeeltelijk kan toekennen aan de ouder en de andere dan de ouder gezamenlijk. De rechter beschikt hier over een ruime appreciatiemarge, waardoor de voorgestelde regeling voldoende soepel is om de geschikte oplossing te treffen voor de concrete situatie.

De zorgouder neemt via het zorgouderschap minimaal een aantal verplichtingen op zich. Dit vormt een van de essentiële kenmerken van het instituut. De andere dan de ouder is bijgevolg in elk geval verplicht, naar evenredigheid met de eigen middelen, mee te zorgen voor de huisvesting, het levensonderhoud, de opvoeding en de opleiding van het kind. Indien de opleiding niet is voltooid, loopt de verplichting ook hier door na de meerderjarigheid van het kind. De indieners kiezen hier duidelijk voor een verhaal van rechten en plichten.

Deze engagementen lopen desgevallend door, zelfs wanneer er een einde komt aan de verhouding tussen de ouder en de zorgouder.

Wanneer de rechtbank het zorgouderschap toekent aan een andere dan de ouder, dan kan zij in het belang van het kind de bepalingen van boek I, titel IX, geheel of gedeeltelijk van overeenkomstige toepassing verklaren.

De artikelen 203, § 1, 203bis tot 203ter, 208 tot 211 zijn van overeenkomstige toepassing.

Deze bepaling blijft ook van toepassing na de beëindiging van de relatie tussen de ouder en de zorgouder. Ook de staten-generaal van het Gezin van 2005 merkte immers op dat het eerbiedigen van het belang van het kind en diens bescherming niet op dezelfde manier dreigen gewaarborgd te worden bij een breuk tussen een gehuwd koppel en een breuk tussen een ongehuwd koppel.

Article 9

Compte tenu de la justification de la parentalité sociale, à savoir l'ancrage juridique de la prise en charge et de la protection effectivement assurées dans l'intérêt de l'enfant, il ne peut en principe pas être mis fin à la parentalité sociale (1).

C'est ainsi que le Conseil d'État a considéré qu'il était contraire aux principes d'égalité et de non-discrimination que des circonstances, résultant par exemple du simple souhait du parent ou du parent social, puissent donner lieu à une déchéance de la parentalité sociale (2).

La relation de parentalité sociale perd bien entendu bel et bien sa raison d'être lorsque l'objectif pour lequel elle a été créée, à savoir la réalisation de la préparation biologique et sociale de l'enfant à l'âge adulte, est atteint. En cas de décès de l'enfant ou du parent social, la parentalité sociale perd aussi son objet.

Cependant, lorsque la filiation de l'enfant est établie vis-à-vis d'une personne autre que son parent qui exerce seul l'autorité parentale, le fait de continuer à accorder en tout ou en partie l'exercice de l'autorité parentale au parent social, conjointement avec le parent, pourrait générer des conflits avec l'autre parent, conflits dont l'enfant serait le dupe. La parentalité sociale basée sur le chapitre II prendra donc fin lorsqu'un double lien de filiation aura été établi vis-à-vis de l'enfant. Il n'en demeure pas moins que le parent social peut demander une parentalité sociale en vertu du chapitre III et que certaines prérogatives restreintes de l'autorité parentale peuvent lui être transférées.

En cas d'adoption de l'enfant, la parentalité sociale prend également fin de plein droit, parce qu'elle perd son objet, surtout lorsque c'est le parent social qui adopte lui-même.

La parentalité sociale ne prendra toutefois pas fin par le seul fait de la rupture de la relation entre le parent social et le parent. En effet, la parentalité sociale est instaurée dans l'intérêt de l'enfant. Elle crée une relation directe entre le parent social et l'enfant. La parentalité sociale constitue un soutien juridique pour une situation de fait qui perdure déjà depuis un certain temps et qui doit offrir un avantage à l'enfant. La seule modification de cette situation de fait ne peut pas justifier de priver l'enfant de cet avantage (3).

(1) Voir aussi à cet effet l'audition de M. T. Wuyts, Institut pour le droit de la famille et le droit de la jeunesse de la *KULeuven* (DOC 51-393/003, p. 57).

(2) DOC 51-393/002, p. 77, considérant 69.

(3) Voyez not. à cet égard l'audition du Prof. Em. A. Heyvaert, UA (DOC 51-393/003, p. 32).

Artikel 9

Gelet op de ratio van het zorgouderschap, namelijk het juridisch verankeren van de feitelijk opgenomen zorg en bescherming in het belang van het kind, kan het zorgouderschap in beginsel niet worden beëindigd (1).

Zo was de Raad van State van oordeel dat omstandigheden die bijvoorbeeld het gevolg zijn van de loutere wens van de ouder of de zorgouder, kunnen leiden tot een verval van het zorgouderschap strijdig is met de beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie (2).

Het zorgouderschap verliest uiteraard wel zijn bestaansreden wanneer het doel waartoe het werd gecreëerd, namelijk de ondersteuning van de biologische en sociale volwassenmaking van het kind, is bereikt. Ook ingeval van overlijden van het kind of van de zorgouder, verliest het zorgouderschap zijn voorwerp.

Wanneer echter de afstamming van het kind komt vast te staan ten aanzien van een andere persoon dan diens ouder die alleen het ouderlijk gezag uitoefent, zou het langer toestaan van de gehele of gedeeltelijke uitoefening van het ouderlijk gezag door de zorgouder, gezamenlijk met de ouder, kunnen leiden tot conflicten met de andere ouder, waarvan het kind de dupe wordt. Het zorgouderschap op grond van hoofdstuk II zal dus eindigen wanneer er twee afstammingsbanden ten aanzien van het kind gevestigd zijn. Dit verhindert echter niet dat de zorgouder om een zorgouderschap op grond van hoofdstuk III kan verzoeken en hem bepaalde beperkte prerogatieven van het ouderlijk gezag kunnen worden overgedragen.

Ook ingeval van adoptie van het kind vervalt het zorgouderschap van rechtswege omdat het zijn voorwerp verliest, zeker wanneer de zorgouder zelf adopteert.

Het zorgouderschap zal echter niet eindigen louter omwille van het feit dat de relatie tussen de zorgouder en de ouder beëindigd is. Het zorgouderschap wordt immers ingericht in het belang van het kind en het is een rechtstreekse relatie tussen de zorgouder en het kind. Het zorgouderschap biedt een juridische ondersteuning voor een feitelijke situatie die reeds enige tijd duurt en die een voordeel dient te bieden aan het kind. Het louter feit dat deze feitelijke situatie verandert, mag geen reden zijn om het kind deze voordelen te ontnemen (3).

(1) Zie hiervoor ook de hoorzitting met de heer T. Wuyts, Instituut voor Familierecht en Jeugdrecht van de *KULeuven* (DOC 51 393/003, p. 57).

(2) DOC 51-393/002, p. 77, overweging 69.

(3) Zie hiervoor onder andere de hoorzitting met Prof. Em. A. Heyvaert, UA (DOC 51-393/003, p. 32).

C'est également pour cette raison que le décès du parent d'origine ou adoptif de l'enfant ne met pas fin à la parentalité sociale du compagnon survivant. Le cas échéant, le parent social survivant pourra exercer pleinement l'autorité parentale.

Enfin, le tribunal de la jeunesse doit pouvoir déchoir le parent social de la parentalité sociale, comme c'est le cas pour le parent condamné à une peine criminelle ou correctionnelle en raison d'un fait commis sur la personne ou à l'aide de l'enfant ou pour celui qui, par mauvais traitements, abus d'autorité, inconduite notoire ou négligence grave, met en péril la santé, la sécurité ou la moralité de l'enfant.

Étant donné que l'adoption fait en tout état de cause naître un lien plus fort que la parentalité sociale, cette dernière doit également pouvoir être révoquée — comme c'est le cas pour l'adoption simple (article 354-1 du Code civil) — en présence de motifs très graves.

Article 10

Par analogie avec la réglementation applicable au parent qui a été privé de l'exercice de l'autorité parentale conformément à l'article 374, alinéa 2, du Code civil, il est prévu que l'ancien parent social qui avait des droits à l'égard de la personne ou des biens de l'enfant conservera un droit aux relations personnelles et un droit de surveillance. Il pourra uniquement être privé de ces droits dans le cas où leur exercice serait contraire à l'intérêt de l'enfant.

Article 11

Cet article règle la deuxième catégorie de situations de parentalité sociale dans un chapitre III, à savoir les situations dans lesquelles l'autorité parentale est exercée conjointement par les deux parents ou confiée exclusivement à l'un d'eux.

Articles 12 et 13

Lorsque les deux parents exercent conjointement l'autorité parentale ou que l'un d'eux l'exerce exclusivement, on se trouve dans une situation totalement différente de celle où l'enfant n'a qu'un seul parent.

Le Conseil d'État a en effet estimé à ce sujet que :

«Il en résulte que la seule circonstance que l'autorité parentale et certaines des obligations prévues par l'article 203 du Code civil soient confiées à un

Om dezelfde reden maakt ook het overlijden van de oorspronkelijke of adoptieve ouder van het kind geen einde aan het zorgouderschap van de overlevende levensgezel. Desgevallend zal de overlevende zorgouder het ouderlijk gezag in zijn geheel kunnen uitoefenen.

Tot slot dient de jeugdrechtbank de zorgouder uit diens zorgouderschap te kunnen ontzetten zoals dit ook geldt voor de ouder die veroordeeld is tot een criminele of correctionele straf wegens een feit op de personen of met hulp van het kind dan wel die door slechte behandeling, misbruik van gezag, kennelijk slecht gedrag of erge nalatigheid, de gezondheid, de veiligheid of de zedelijkheid van het kind in gevaar brengt.

Vermits adoptie hoe dan ook een sterkere band doet ontstaan dan het zorgouderschap, dient ook dit laatste — zoals dit geldt voor de gewone adoptie (artikel 354-1 BW) — te kunnen worden herroepen indien daartoe echt gewichtige redenen voorhanden zijn.

Artikel 10

Analoog met de regeling voor de ouder aan wie het ouderlijk gezag is ontnomen overeenkomstig artikel 374, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek, wordt bepaald dat de gewezen zorgouder een recht op persoonlijk contact en een recht op toezicht behoudt indien hij rechten had ten aanzien van de persoon of de goederen van het kind. Deze rechten kunnen hem enkel worden ontzegd wanneer de uitoefening ervan strijdig zou zijn met het belang van het kind.

Artikel 11

Dit artikel regelt de tweede categorie van situaties van zorgouderschap in een hoofdstuk III, namelijk de situaties waarin het ouderlijk gezag gezamenlijk door beide ouders wordt uitgeoefend of uitsluitend is opgedragen aan één van hen.

Artikelen 12 en 13

Wanneer beide ouders het ouderlijk gezag gezamenlijk uitoefenen, dan wel wanneer één van hen uitsluitend het ouderlijk gezag uitoefent, is de situatie helemaal anders dan wanneer het kind slechts één ouder heeft.

De Raad van State stelde hieromtrent immers :

«Hieruit volgt dat de louter omstandigheid dat het ouderlijk gezag en sommige van de verplichtingen bepaald in artikel 203 van het Burgerlijk Wetboek aan

beau-parent, voire à plusieurs beaux-parents, comme les propositions et les amendements le prévoient, ne suffit pas à justifier que les droits conférés au parent non concerné par la beau-parentalité, c'est-à-dire au parent ne vivant pas avec le beau-parent, soient atténués ou *a fortiori* retirés (1). »

De même, au cours des auditions, le professeur J.-L. Renchon a fait observer que :

«Le principe est et reste, en effet, que les responsabilités éducatives à l'égard de l'enfant doivent, autant que possible, être laissées entre les mains des parents légaux et qu'il ne serait dès lors pas opportun, en conférant à un tiers un statut à part entière de parent social, de disqualifier un ou les deux parents légaux ou, à tout le moins, de rendre plus malaisée la participation effective de ceux-ci à l'exercice de leurs responsabilités éducatives. Il convient toutefois de prendre en compte que, dans un certain nombre de situations, les parents légaux peuvent se trouver en très grande difficulté d'exercer lesdites responsabilités éducatives et que l'intérêt de l'enfant peut dès lors commander que celle-ci soit, ne fût-ce que provisoirement, transférée ou déléguée à la ou aux tierces personnes qui éduquent effectivement l'enfant (2). »

La prudence est donc de mise. Les états généraux de la famille n'étaient pas non plus favorables à l'idée que l'autorité parentale puisse être exercée par plus de deux personnes.

Pour ce type de situations, nous prévoyons un instrument qui tend à permettre un exercice partiel, par le parent social, de l'autorité parentale, limitée aux prérogatives liées à l'éducation de l'enfant (autorité parentale relative à la personne et obligation parentale d'entretien). Le tribunal de la jeunesse pourrait ainsi, par exemple, décider qu'en cas d'emprisonnement, d'hospitalisation, de défaillance ou d'empêchement du parent, le candidat parent social a le droit d'héberger l'enfant, ou de prendre des décisions quotidiennes concernant l'entretien de l'enfant, son éducation et sa formation.

Lorsque l'un des parents exerce exclusivement l'autorité parentale, il doit également pouvoir transférer au parent social les décisions urgentes concernant la santé de l'enfant, son éducation, sa formation et ses loisirs, par exemple lorsqu'une intervention médicale urgente est requise.

(1) DOC 51-393/002, p. 81, considérant 77.

(2) Avis du Prof. J.-L. Renchon, formulé au cours de l'audition tenue au sein de la commission Droit de la famille (DOC 51 393/003, p. 64).

een stiefouder worden opgedragen, en zelfs aan verschillende stiefouders, zoals in de voorstellen en amendementen wordt gedaan, niet volstaat om te wettigen dat de rechten verleend aan de ouder die niet bij het stiefouderschap betrokken is, dit wil zeggen aan de ouder die niet met de stiefouder samenwoont, afgezwakt of *a fortiori* ontnomen worden (1). »

Ook Prof. J.-L. Renchon merkte tijdens de hoorzittingen op :

«In beginsel moeten de opvoedkundige verantwoordelijkheden jegens het kind immers onverkort en zoveel mogelijk in de handen van de wettige ouders worden gelegd. Het ware dan ook niet wenselijk dat door de toekenning van een volledige zorgouderstatus aan een derde, één of beide wettige ouders als ongeschikt wordt bestempeld, dan wel dat op zijn minst toch de daadwerkelijke participatie van die ouders aan de uitoefening van hun opvoedkundige verantwoordelijkheden zou worden bemoeilijkt. Desondanks moet in aanmerking worden genomen dat de wettige ouders in sommige situaties heel wat moeite kunnen hebben om die opvoedkundige verantwoordelijkheden uit te oefenen, en dat het belang van het kind dus kan vereisen dat die verantwoordelijkheden, al was het maar voorlopig, worden overgedragen aan of gedelegeerd naar de derde(n) die het kind daadwerkelijk opvoedt resp. opvoeden (2). »

Er is dus voorzichtigheid geboden. Ook de staten-generaal van het Gezin stonden weigerachtig tegenover het idee dat het ouderlijk gezag door meer dan twee personen zou kunnen worden uitgeoefend.

De indieners voorzien voor dit soort situaties in een instrument dat ertoe strekt dat aan de zorgende persoon een gedeeltelijke uitoefening mogelijk te maken beperkt tot de prerogatieven in verband met de opvoeding van het kind (het ouderlijk gezag met betrekking tot de persoon en de ouderlijke plicht te voorzien in het levensonderhoud). Aldus zou de jeugdrechtbank bijvoorbeeld kunnen beslissen dat ingeval van een gevangenisstraf, ziekenhuisopname, onmacht of verhindering van de ouder, de kandidaat-zorgouder het recht heeft het kind te huisvesten, dan wel dagelijkse beslissingen betreffende het levensonderhoud van het kind, diens opvoeding en opleiding kan treffen.

Wanneer één van de ouders uitsluitend het ouderlijk gezag uitoefent, dient deze ook dringende beslissingen betreffende de gezondheid van het kind, zijn opvoeding, zijn opleiding en zijn ontspanning te kunnen overdragen aan de zorgouder, bijvoorbeeld wanneer een dringende medische ingreep vereist is.

(1) DOC 51-393/002, p. 81, overweging 77.

(2) Advies van Prof. J.-L. Renchon uitgebracht in de hoorzitting van de subcommissie Familierecht (DOC 51-393/003, p. 64).

À cet égard, le tribunal peut préciser de manière circonstanciée pour quelle sorte de décisions le transfert est possible et de quelle manière il peut avoir lieu.

Par analogie avec l'article 376, alinéa 3, du Code civil qui prive le parent déchu de l'autorité parentale du droit d'administrer les biens des enfants, le tribunal ne peut autoriser le transfert au parent social du droit d'administrer les biens de l'enfant et d'en avoir la jouissance légale.

Il n'est nullement porté atteinte aux droits et aux obligations de l'autre parent qui ne cohabite pas avec le parent social.

Outre les conditions devant être remplies pour la parentalité sociale, visées au chapitre II, l'autre parent doit également être convoqué pour être entendu. Son accord n'est pas requis mais le tribunal pourra néanmoins tenir compte de son opinion pour accorder ou non la parentalité sociale. Il pourra par exemple la refuser lorsqu'il estimera pouvoir déduire de l'audition de l'autre parent que le transfert, par le parent, de certains droits et de certaines obligations découlant de son autorité parentale au parent social pourrait entraîner de nombreux conflits avec l'autre parent.

Pour éviter que des conflits éclatent et qu'une multitude de parents sociaux aient leur mot à dire sur l'enfant, il est explicitement disposé que les parents ne peuvent transférer certains droits qu'à un seul parent social. En d'autres termes, les décisions concernant l'enfant ne pourront pas être prises par plus de deux parents sociaux, un par branche de la filiation parentale.

Article 14

Par analogie avec le droit néerlandais, il est prévu que le parent social ne peut pas être débiteur alimentaire pour un enfant lorsque celui-ci peut obtenir des aliments de son autre parent. Dans le cas contraire, le parent social doit des aliments à l'enfant et les articles 203*bis*, 203*ter* et 208 à 211 sont applicables par analogie.

Cette réglementation continue à s'appliquer après la fin de la relation entre le parent et le parent social.

Article 15

Par analogie avec l'article 373, alinéa 2, du Code civil, il est précisé que le parent social qui agit seul est réputé agir avec l'accord des deux parents de l'enfant.

De rechtbank kan hierbij in detail preciseren voor welke soort beslissingen de overdracht mogelijk is en de wijze waarop deze overdracht kan gebeuren.

Naar analogie van artikel 376, derde lid, van het Burgerlijk Wetboek dat het recht van beheer van de goederen van de kinderen ontnemt aan de ouder aan wie het ouderlijk gezag is onttrokken, kan de rechtbank geen overdracht toestaan aan de zorgouder inzake het recht om de goederen van het kind te beheren en er het wettelijk genot van te hebben.

De rechten en verplichtingen van de andere ouder die niet samenwoont met de zorgouder worden geenszins aangetast.

Naast de voorwaarden die vervuld moeten zijn voor het zorgouderschap vermeld onder hoofdstuk II, dient ook de andere ouder opgeroepen te worden om te worden gehoord. Zijn instemming is niet verplicht, maar de rechtbank zal wel met diens mening rekening kunnen houden bij de al dan niet toestemming met het zorgouderschap. Zo zal hij dit kunnen weigeren wanneer hij uit het horen van de andere ouder meent te kunnen afleiden dat de overdracht door de ouder van bepaalde rechten en plichten van zijn ouderlijk gezag aan de zorgouder, zal leiden tot talrijke conflicten met de andere ouder.

Om conflicten en een cascade aan zorgouders met zeggenschap over het kind te vermijden, wordt er uitdrukkelijk bepaald dat de ouders slechts ten aanzien van één zorgouder bepaalde rechten kunnen overdragen. Dit betekent dat er maximum twee zorgouders over het kind kunnen beslissen, namelijk één aan beide zijden van zijn ouderlijke afstamming.

Artikel 14

Naar analogie van het Nederlandse rechtssysteem, wordt er bepaald dat de zorgouder niet onderhoudsplichtig kan zijn ten aanzien van het kind wanneer het levensonderhoud kan verkrijgen van diens andere ouder. Wanneer dit niet kan worden verkregen, is de zorgouder wel levensonderhoud verschuldigd en zijn de artikelen 203*bis*, 203*ter* en 208 tot 211 van overeenkomstige toepassing.

Deze regeling blijft ook van toepassing na de beëindiging van de relatie tussen de ouder en de zorgouder.

Artikel 15

Naar analogie van artikel 373, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek wordt er verduidelijkt dat de zorgouder die alleen optreedt, geacht wordt te handelen met instemming van de beide ouders van het kind.

Article 16

Cet article vise à établir une analogie avec l'article 387*bis* du Code civil.

Article 17

Cet article prévoit la possibilité de passer de la parentalité sociale limitée visée au chapitre III à une parentalité sociale plus étendue, visée au chapitre II. Cette possibilité existe notamment en cas de décès de l'autre parent qui ne vit pas avec le parent social. Étant donné que, dès cet instant, le parent survivant sera le seul à exercer l'autorité parentale, le parent social devra pouvoir passer au système d'un exercice total ou partiel de l'autorité parentale, conjointement avec le parent survivant.

Le tribunal devra à nouveau vérifier si les conditions énoncées à l'article 387*sexies* sont réunies. Les conséquences de la parentalité sociale visée au chapitre II étant plus étendues que celles de la parentalité sociale visée au chapitre III, à partir de 12 ans, l'enfant devra à nouveau donner son consentement.

La condition de l'article 387*sexies*, § 2, 5°, du Code civil doit toutefois être supprimée, sans quoi le tribunal ne pourra pas octroyer de parentalité sociale, étant donné qu'une telle parentalité est déjà exercée, fût-ce de manière plus limitée.

Article 18

Eu égard à la raison de la parentalité sociale, à savoir l'ancrage juridique de la prise en charge et de la protection effectivement assurées dans l'intérêt de l'enfant, il ne peut en principe être mis fin à la parentalité sociale (1).

C'est ainsi que le Conseil d'État a estimé que le fait que des circonstances, résultant par exemple du simple souhait du parent ou du parent social, peuvent commander la fin du statut de parentalité sociale, est contraire aux principes d'égalité et de non-discrimination (2).

Il va de soi que la parentalité sociale perd sa raison d'être lorsque l'objectif pour lequel elle a été créée, à savoir la réalisation de la préparation biologique et sociale de l'enfant à l'âge adulte, est atteint. En cas de décès de l'enfant ou du parent social, la parentalité sociale perd également son objet.

(1) Voir également à ce sujet l'audition de M. T. Wuyts, *Instituut voor Familierecht en Jeugdrecht* de la KULeuven (DOC 51 0393/003, p. 57)

(2) DOC 51 0393/002, p. 77, considérants 69.

Artikel 16

Dit artikel streeft analogie na met artikel 387*bis* van het Burgerlijk Wetboek.

Artikel 17

Dit artikel voorziet in de mogelijkheid om over te stappen van het beperkte zorgouderschap bedoeld in hoofdstuk III naar een meer uitgebreid zorgouderschap bedoeld in hoofdstuk II. Deze mogelijkheid bestaat met name ingeval van overlijden van de andere ouder die niet met de zorgouder samenleeft. Vermits op dat ogenblik enkel de overlevende ouder nog het ouderlijk gezag zal uitoefenen, dient de zorgouder te kunnen overschakelen naar het systeem van een gehele of gedeeltelijke uitoefening van het ouderlijk gezag, gezamenlijk met de overlevende ouder.

De rechtbank zal opnieuw moeten nagaan of voldaan is aan de voorwaarden die opgesomd zijn in artikel 387*sexies*. Vermits de gevolgen van het zorgouderschap onder hoofdstuk II verder strekken dan deze onder hoofdstuk III, zal het kind vanaf twaalf jaar opnieuw zijn instemming moeten geven.

De voorwaarde van artikel 387*sexies*, § 2, 5°, BW dient echter te vervallen. Zoniet zal de rechtbank geen zorgouderschap kunnen toekennen vermits er reeds één uitgeoefend wordt, al zij het beperkter.

Artikel 18

Gelet op de ratio van het zorgouderschap, namelijk het juridisch verankeren van de feitelijk opgenomen zorg en bescherming in het belang van het kind, kan het zorgouderschap in beginsel niet worden beëindigd (1).

Zo was de Raad van State van oordeel dat omstandigheden die bijvoorbeeld het gevolg zijn van de loutere wens van de ouder of de zorgouder, kunnen leiden tot een verval van het zorgouderschap strijdig is met de beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie (2).

Het zorgouderschap verliest uiteraard wel zijn bestaansreden wanneer het doel waartoe ze werd gecreëerd, namelijk de ondersteuning van de biologische en sociale volwassenmaking van het kind, is bereikt. Ook ingeval van overlijden van het kind of van de zorgouder verliest het zorgouderschap zijn voorwerp.

(1) Zie hiervoor ook de hoorzitting met de heer T. Wuyts, *Instituut voor Familierecht en Jeugdrecht* van de KULeuven (DOC 51 393/003, p. 57)

(2) DOC 51 0393/002, p. 77, overweging 69.

En cas d'adoption de l'enfant, la parentalité sociale prend fin de plein droit dès lors qu'elle perd son objet, en particulier lorsque c'est le parent social qui adopte.

De même, lorsqu'en cas de décès de l'autre parent qui ne vit pas avec le parent social, le tribunal confère une parentalité sociale plus étendue au parent social, la parentalité sociale accordée sur la base de l'article 387*sexies* prendra fin.

La parentalité sociale ne cessera cependant pas en raison du simple fait que la relation entre le parent social et le parent prend fin. Instituée en effet dans l'intérêt de l'enfant, la parentalité sociale est une relation directe entre le parent social et l'enfant. La parentalité sociale offre un soutien juridique pour une situation de fait qui dure depuis quelque temps déjà et doit être bénéfique pour l'enfant. Le simple fait que cette situation de fait change ne peut justifier que l'enfant soit privé de ce bénéfice (1).

De la même manière, le décès du parent initial ou adoptif de l'enfant ne met pas fin à la parentalité sociale de son partenaire survivant. Le parent social survivant pourra, le cas échéant, exercer l'autorité parentale dans son ensemble.

Enfin, le tribunal de la jeunesse doit pouvoir déchoir le parent social de sa parentalité sociale, comme c'est également possible pour le parent qui est condamné à une peine criminelle ou correctionnelle du chef d'un fait commis sur la personne ou à l'aide de l'enfant ou qui, par mauvais traitements, abus d'autorité, conduite notoire ou négligence grave, met en péril la santé, la sécurité ou la moralité de l'enfant.

Étant donné que l'adoption crée de toute façon un lien plus solide que la parentalité sociale, cette dernière doit également pouvoir être révoquée — comme l'adoption simple (art. 354-1 du Code civil) — si des motifs vraiment graves le justifient.

Article 19

Il est prévu que l'ancien parent social conserve le droit à des relations personnelles après la cessation de la parentalité sociale. Il ne peut être privé de ce droit que si son exercice est contraire à l'intérêt de l'enfant.

(1) Voir, à ce propos, l'audition du Prof. Em. A. Heyvaert, UA (DOC 51 0393/003, p. 32).

Ingeval van adoptie van het kind vervalt het zorgouderschap van rechtswege omdat het zijn voorwerp verliest, zeker wanneer de zorgouder zelf adopteert.

Ook wanneer de rechtbank ingeval van overlijden van de andere ouder die niet samenleeft met de zorgouder een ruimer zorgouderschap toekent aan de zorgouder, zal het zorgouderschap dat was toegekend op grond van artikel 387*sexies* eindigen.

Het zorgouderschap zal echter niet eindigen louter omwille van het feit dat de relatie tussen de zorgouder en de ouder beëindigd is. Het zorgouderschap wordt immers ingericht in het belang van het kind en het is een rechtstreekse relatie tussen de zorgouder en het kind. Het zorgouderschap biedt een juridische ondersteuning voor een feitelijke situatie die reeds enige tijd duurt en die een voordeel dient te bieden aan het kind. Het louter feit dat deze feitelijke situatie verandert, mag geen reden zijn om het kind deze voordelen te ontnemen (1).

Om dezelfde reden maakt ook het overlijden van de oorspronkelijke of adoptieve ouder van het kind geen einde aan het zorgouderschap van de overlevende levensgezel. Desgevallend zal de overlevende zorgouder het ouderlijk gezag in zijn geheel kunnen uitoefenen.

Tot slot dient de jeugdrechtbank de zorgouder uit diens zorgouderschap te kunnen ontzetten zoals dit ook geldt voor de ouder die veroordeeld is tot een criminele of correctionele straf wegens een feit op de personen of met hulp van het kind dan wel die door slechte behandeling, misbruik van gezag, kennelijk slecht gedrag of erge nalatigheid, de gezondheid, de veiligheid of de zedelijkheid van het kind in gevaar brengt.

Vermits adoptie hoe dan ook een sterkere band doet ontstaan dan het zorgouderschap, dient ook dit laatste — zoals dit geldt voor de gewone adoptie (artikel 354-1 BW) — te kunnen worden herroepen indien daartoe echt gewichtige redenen voorhanden zijn.

Artikel 19

Er wordt bepaald dat de gewezen zorgouder een recht op persoonlijk contact behoudt na de beëindiging van het zorgouderschap. Deze rechten kunnen hem enkel worden ontzegd wanneer de uitoefening ervan strijdig zou zijn met het belang van het kind.

(1) Zie hiervoor onder andere de hoorzitting met Prof. Em. A. Heyvaert, UA (DOC 1 0393/003, p. 32).

Article 20

Le parent social doit de toute façon être entendu à l'ouverture de la tutelle. Souvent, mais pas nécessairement, le parent social sera désigné comme tuteur testamentaire.

Article 21

Les dispositions procédurales relatives à la parentalité sociale sont insérées dans la partie IV, livre IV, du Code civil par le biais d'un chapitre VIII^{ter}, intitulé « Chapitre VIII^{ter}. De la parentalité sociale ».

Article 22

Cet article règle dans une section première, la première catégorie de situations de parentalité sociale, c'est-à-dire celles dans lesquelles un seul parent exerce l'autorité parentale.

Article 23

Étant donné qu'un seul parent exerce l'autorité parentale, la demande d'attribution de la parentalité sociale est introduite par requête unilatérale. Une copie certifiée conforme de l'acte de naissance de l'enfant et du candidat parent social doit être produite en vue de la vérification des liens de filiation de l'enfant, ainsi que de son âge et de celui du candidat parent social.

Pour que le tribunal puisse contrôler si le parent et la tierce personne cohabitent effectivement depuis au moins deux ans au moment de la demande, un extrait du registre de la population, du registre des étrangers ou du registre d'attente est également requis.

Article 24

Pour pouvoir se prononcer en bonne connaissance de cause sur l'attribution de la parentalité sociale, le tribunal de la jeunesse doit entendre le parent, la tierce personne et l'enfant de douze ans au moins, ainsi que tout intéressé qu'il souhaite entendre. Il peut également convoquer l'enfant de moins de douze ans pour l'entendre.

Article 25

Afin de veiller à ce que l'enfant soit entendu dans des conditions adaptées à son âge, il est prévu que l'entretien se déroulera uniquement en présence du greffier et de l'avocat du mineur. L'enfant qui ne souhaite pas être assisté par un avocat peut se présenter avec une personne de confiance.

Le parent et le candidat parent social ne reçoivent pas de copie du procès-verbal de l'entretien.

Artikel 20

De zorgouder dient, bij het openvallen van de voogdij, in elk geval gehoord te worden. Vaak zal de zorgouder als testamentair voogd zijn aangewezen, doch niet noodzakelijk.

Artikel 21

De procedurele bepalingen inzake het zorgouderschap worden ingevoegd in het Gerechtelijk Wetboek via een hoofdstuk VIII^{ter}, in deel IV, boek IV, luidende « Hoofdstuk VIII^{ter}. Zorgouderschap ».

Artikel 22

Dit artikel regelt de eerste categorie van situaties van zorgouderschap in een afdeling 1, namelijk de situaties waarin slechts één ouder het ouderlijk gezag uitoefent.

Artikel 23

Vermits slechts één ouder het ouderlijk gezag uitoefent, wordt het verzoek tot toekenning van het zorgouderschap ingediend bij eenzijdig verzoekschrift. Teneinde de afstammingsbanden van het kind en zijn leeftijd alsook deze van de kandidaat-zorgouder te kunnen nagaan, dient er een eensluidend verklaard afschrift van de akte van geboorte van het kind en de kandidaat-zorgouder te worden voorgelegd.

Om te kunnen nagaan of de ouder en de andere dan de ouder effectief sedert minstens twee jaar voorafgaand aan het verzoek samenleven, is tevens een uittreksel uit het bevolkingsregister, het vreemdelingenregister of het wachtregister vereist.

Artikel 24

Om zich een goed oordeel te kunnen vormen over de al dan niet toekenning van het zorgouderschap, dient de jeugdrechtbank de ouder, de andere dan de ouder en het kind van minstens twaalf jaar te horen alsook iedere belanghebbende die de rechtbank wil horen. Zij kan tevens het kind dat jonger is dan twaalf jaar oproepen om te worden gehoord.

Artikel 25

Teneinde erop toe te zien dat het horen op een kindvriendelijke wijze gebeurt, wordt er bepaald dat het onderhoud plaatsvindt buiten de aanwezigheid van wie ook, de griffier en de advocaat van de minderjarige uitgezonderd. Het kind dat geen bijstand van een advocaat wil, kan een vertrouwenspersoon meebrengen.

Er wordt geen afschrift van het proces-verbaal van het onderhoud aan de ouder en de kandidaat-zorgouder bezorgd.

Le tribunal tiendra compte de l'avis du mineur en fonction de son âge et de sa maturité.

Article 26

Le tribunal de la jeunesse ne peut accorder la parentalité sociale que si les conditions énoncées à l'article 387*sexies* du Code civil sont réunies. Ainsi, à partir de l'âge de douze ans, l'enfant doit donner son consentement à la parentalité sociale.

Article 27

Cet article énumère les mentions obligatoires dans le jugement et prévoit que ledit jugement doit être signifié par pli judiciaire au parent et à la tierce personne, ainsi qu'au ministère public.

Article 28

Cet article règle le pourvoi en appel et en cassation.

Article 29

Cet article concerne l'enregistrement de la parentalité sociale. Dans la mesure où le parent social doit pouvoir prouver, à l'égard de tiers, qu'il peut exercer, entièrement ou partiellement, l'autorité parentale, nous prévoyons une transcription par l'officier de l'état civil, dans ses registres, du dispositif de la décision judiciaire qui accorde la parentalité sociale. La transcription doit être mentionnée en marge des actes concernant l'état civil de l'enfant. L'envoi d'une copie de l'acte de transcription au greffier permettra à ce dernier, en cas de demande d'octroi de la parentalité sociale, de vérifier facilement si la parentalité sociale n'a pas déjà été accordée.

Article 30

Lorsque la demande d'attribution de la parentalité sociale est refusée au motif que toutes les conditions ne sont pas remplies, par exemple parce le parent et la tierce personne ne vivent pas encore ensemble depuis deux ans, les parties peuvent néanmoins s'adresser ultérieurement au tribunal en vue de l'attribution d'une parentalité sociale.

Article 31

Cet article règle la deuxième catégorie de situations de parentalité sociale dans une section 2, à savoir les situations dans lesquelles l'autorité parentale est exercée conjointement par les deux parents ou lorsqu'elle n'a été confiée qu'à un seul d'entre eux.

De rechtbank zal rekening houden met de mening van de minderjarige in functie van diens leeftijd en maturiteit.

Artikel 26

De jeugdrechtbank zal het zorgouderschap maar kunnen toekennen mits de voorwaarden van artikel 387*sexies* van het Burgerlijk Wetboek vervuld zijn. Zo dient het kind vanaf twaalf jaar in te stemmen met het zorgouderschap.

Artikel 27

Dit artikel noemt de verplichte vermeldingen in het vonnis op en bepaald dat dit vonnis bij gerechtsbrief wordt betekend aan de ouder en de andere dan de ouder, alsmede aan het openbaar ministerie.

Artikel 28

Dit artikel regelt de beroeps- en cassatievoorziening.

Artikel 29

Dit artikel heeft betrekking op de registratie van het zorgouderschap. Vermits de zorgouder ten aanzien van derden moet kunnen aantonen dat hij het ouderlijk gezag geheel of gedeeltelijk mag uitoefenen, wordt er voorzien in een overschrijving door de ambtenaar van de burgerlijke stand van het beschikkend gedeelte van de gerechtelijke beslissing die het zorgouderschap toekent in zijn registers. De overschrijving moet worden vermeld in de kant van de akten van de burgerlijke stand van het kind. Door de verzending van een afschrift van de akte van overschrijving aan de griffier zal deze bij een verzoek tot toekenning van zorgouderschap makkelijk kunnen nagaan of er niet reeds een zorgouderschap is toegekend.

Artikel 30

Wanneer het verzoek tot toekenning van het zorgouderschap wordt afgewezen op grond van het feit dat niet alle voorwaarden vervuld zijn, bijvoorbeeld omdat de ouder en de andere dan de ouder nog niet twee jaar samenleven, kunnen de partijen zich later toch opnieuw tot de rechtbank wenden met het oog op het toekennen van een zorgouderschap.

Artikel 31

Dit artikel regelt de tweede categorie van situaties van zorgouderschap in een afdeling 2, namelijk de situaties waarin het ouderlijk gezag gezamenlijk door beide ouders wordt uitgeoefend of uitsluitend is opgedragen aan één van hen.

Article 32

La demande est introduite conformément aux dispositions des articles 1034*bis* et suivants du Code judiciaire. La solution retenue est celle du débat contradictoire, de façon à préserver en tout cas les droits des parents de l'enfant.

Article 33

Afin de pouvoir se forger un jugement éclairé en vue de l'attribution ou non de la parentalité sociale, le tribunal de la jeunesse doit entendre le parent, la tierce personne et l'enfant d'au moins douze ans ainsi que toute personne intéressée qu'il souhaite entendre. Il doit convoquer l'autre parent et peut également convoquer l'enfant de moins de douze ans.

Articles 34 à 39

Le commentaire des articles 25 à 30 s'applique *mutatis mutandis*.

Article 40

Cet article prévoit la possibilité d'une déchéance de la parentalité sociale, à l'instar de ce que prévoit, à l'égard des parents, l'article 32 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse. Il s'agit de cas où le parent social est condamné au plan pénal du chef de faits commis sur la personne ou avec l'aide de l'enfant sur lequel il exerce la parentalité sociale, ou s'est rendu coupable de mauvais traitements ou de négligence envers l'enfant.

*
* *

Artikel 32

Het verzoek wordt ingeleid overeenkomstig de bepalingen van artikel 1034*bis* en volgende van het Gerechtelijk Wetboek. Er wordt gekozen voor een tegensprekelijk debat. Dit moet de rechten van de ouders van het kind in elk geval veiligstellen.

Artikel 33

Om zich een goed oordeel te kunnen vormen over de al dan niet toekenning van het zorgouderschap, dient de jeugdrechtbank de ouder, de andere dan de ouder en het kind van minstens twaalf jaar te horen alsook iedere belanghebbende die de rechtbank wil horen. Zij dient de andere ouder op te roepen om te worden gehoord en kan tevens het kind dat jonger is dan twaalf jaar oproepen.

Artikelen 34 tot 39

De commentaar bij de artikelen 25 tot en met 30 is *mutatis mutandis* van toepassing.

Artikel 40

Dit artikel voorziet in de mogelijkheid tot ontzetting uit het zorgouderschap, naar het voorbeeld van wat ten aanzien van de ouders is bepaald in artikel 32 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming. Het gaat om gevallen waarin de zorgouder strafrechtelijk veroordeeld is voor feiten gepleegd op of met behulp van het kind waarover het zorgouderschap wordt uitgeoefend, dan wel het kind mishandeld of verwaarloosd heeft.

Sabine de BETHUNE.
Rik TORFS.

*
* *

PROPOSITION DE LOICHAPITRE 1^{er}**Disposition introductive**Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE 2

Modifications du Code civil

Art. 2

Dans le livre premier du Code civil, il est inséré un titre IX/1, libellé comme suit :

« Titre IX/1. — De la parentalité sociale ».

Art. 3

Dans le titre IX/1, inséré par l'article 2, il est inséré un chapitre premier, intitulé :

« Chapitre 1^{er}. — Dispositions générales ».

Art. 4

Dans le chapitre 1^{er}, inséré par l'article 3, il est inséré un article 387^{quater}, rédigé comme suit :

« Art. 387^{quater}. — § 1^{er}. Pour l'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1^o parent social : une personne majeure qui, à l'époque du dépôt de la requête en octroi de la parentalité sociale, cohabitait depuis deux ans de manière ininterrompue avec le parent et s'est effectivement occupée de l'enfant conjointement avec ce parent, et à l'égard de laquelle le tribunal de la jeunesse a prononcé une mesure de parentalité sociale;

2^o parent : le parent légal de l'enfant;

3^o tierce personne : soit le candidat parent social, soit l'ancien parent social dont la parentalité sociale a pris fin;

4^o enfant : une personne âgée de moins de dix-huit ans.

WETSVOORSTEL

HOOFDSTUK 1

Inleidende bepaling

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2

Wijzigingen van het Burgerlijk Wetboek

Art. 2

In boek I van het Burgerlijk Wetboek wordt een titel IX/1 ingevoegd, luidende :

« Titel IX/1. — Het zorgouderschap ».

Art. 3

In titel IX/1, ingevoegd bij artikel 2, wordt een hoofdstuk I ingevoegd, luidende :

« Hoofdstuk I. — Algemene bepalingen ».

Art. 4

In hoofdstuk I, ingevoegd bij artikel 3, wordt een artikel 387^{quater} ingevoegd, luidende :

« Art. 387^{quater}. — § 1. Voor de toepassing van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan wordt verstaan onder :

1^o zorgouder : een meerderjarige die op het tijdstip van het indienen van het verzoek tot toekenning van het zorgouderschap op een onafgebroken wijze sinds twee jaar samenwoont met de ouder en daadwerkelijk samen met deze ouder zorg heeft gedragen voor het kind en ten aanzien van wie de jeugdrechtbank een zorgouderschap heeft uitgesproken;

2^o ouder : de wettelijke ouder van het kind;

3^o andere dan de ouder : hetzij de kandidaat-zorgouder, hetzij de gewezen zorgouder wiens zorgouderschap is beëindigd;

4^o kind : een persoon jonger dan achttien jaar.

§ 2. Il existe deux formes de parentalité sociale :

1° l'exercice intégral ou partiel de l'autorité parentale par un parent social, conjointement avec un parent de l'enfant qui exerce seul l'autorité parentale;

2° le transfert à un parent social d'une partie de l'autorité parentale, conformément à l'article 387*decies*, par un parent qui exerce l'autorité parentale seul ou conjointement avec un autre parent. »

Art. 5

Dans le même chapitre, il est inséré un article 387*quinquies*, rédigé comme suit :

« Art. 387*quinquies*. — La parentalité sociale ne met pas fin à la filiation biologique ou adoptive de l'enfant, ni aux droits et devoirs en découlant. »

Art. 6

Dans le même titre, il est inséré un chapitre II, intitulé :

« Chapitre II. — Dispositions propres à la parentalité sociale lorsque l'autorité parentale est exercée par un seul parent ».

Art. 7

Dans le chapitre II, inséré par l'article 6, il est inséré un article 387*sexies*, rédigé comme suit :

« Art. 387*sexies*. — § 1^{er}. Lorsque l'autorité parentale à l'égard de l'enfant est exercée par un seul de ses parents, le tribunal de la jeunesse peut attribuer la parentalité sociale à une tierce personne lorsque :

1° la filiation de l'enfant n'est établie qu'à l'égard de ce seul parent;

2° l'autre parent est décédé ou présumé absent;

3° l'autre parent est dans l'impossibilité durable d'exercer l'autorité parentale;

4° l'autre parent est dans l'impossibilité de manifester sa volonté;

§ 2. Le tribunal de la jeunesse ne peut accorder la parentalité sociale visée au paragraphe 1^{er} que s'il est satisfait aux conditions cumulatives suivantes :

1° la parentalité sociale est dans l'intérêt de l'enfant;

§ 2. Er bestaan twee vormen van zorgouderschap :

1° de gehele of gedeeltelijke uitoefening van het ouderlijk gezag door een zorgouder gezamenlijk met een ouder van het kind die alleen het ouderlijk gezag uitoefent;

2° de overdracht van een deel van het ouderlijk gezag overeenkomstig artikel 387*decies* door een ouder die uitsluitend of gezamenlijk met een andere ouder het ouderlijk gezag uitoefent, aan een zorgouder. »

Art. 5

In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 387*quinquies* ingevoegd, luidende :

« Art. 387*quinquies*. — Het zorgouderschap maakt geen einde aan de oorspronkelijke of adoptieve afstamming van het kind en van de hieruit voortvloeiende rechten en plichten. »

Art. 6

In dezelfde titel wordt een hoofdstuk II ingevoegd, luidende :

« Hoofdstuk II. — Bepalingen eigen aan het zorgouderschap wanneer slechts één ouder het ouderlijk gezag uitoefent ».

Art. 7

In hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 6, wordt een artikel 387*sexies* ingevoegd, luidende :

« Art. 387*sexies*. — § 1. Wanneer het ouderlijk gezag over het kind wordt uitgeoefend door slechts één van zijn ouders kan de jeugdrechtbank het zorgouderschap toekennen aan een andere dan de ouder wanneer :

1° de afstamming van het kind slechts ten aanzien van die ene ouder vaststaat;

2° de andere ouder overleden is of vermoedelijk afwezig is verklaard;

3° de andere ouder in de voortdurende onmogelijkheid is om het ouderlijk gezag uit te oefenen;

4° de andere ouder in de onmogelijkheid verkeert om zijn wil te kennen te geven.

§ 2. De jeugdrechtbank kan het zorgouderschap bedoeld in paragraaf 1 slechts toekennen mits voldaan is aan de volgende cumulatieve voorwaarden :

1° het zorgouderschap is in het belang van het kind;

2° il existe un lien d'affection particulier entre l'enfant et la tierce personne;

3° au moment du dépôt de la requête en attribution de la parentalité sociale, le parent et la tierce personne cohabitent de manière ininterrompue depuis deux ans et se sont effectivement occupés conjointement de l'enfant pendant une période ininterrompue de deux ans;

4° l'enfant qui a atteint l'âge de douze ans à l'époque du dépôt de la requête consent à la parentalité sociale, sauf s'il est interdit, s'il se trouve en état de minorité prolongée ou si le tribunal estime, en raison d'éléments de fait constatés dans un procès-verbal motivé, qu'il est privé de discernement;

5° aucune parentalité sociale n'est encore exercée à l'égard de l'enfant. »

Art. 8

Dans le même chapitre, il est inséré un article 387septies, rédigé comme suit :

« Art. 387septies. — Le tribunal qui attribue la parentalité sociale à une personne autre que le parent, déclarera, dans l'intérêt de l'enfant, les dispositions du livre premier, titre IX, applicables par analogie en tout ou en partie.

Les articles 203, § 1^{er}, 203bis à 203ter et 208 à 211 s'appliquent par analogie. La présente disposition reste également d'application après la fin de la relation entre le parent et le parent social. »

Art. 9

Dans le même chapitre, il est inséré un article 387octies, rédigé comme suit :

« Art. 387octies. — La parentalité sociale prend fin de plein droit au moment où :

1° outre la filiation de l'enfant à l'égard de son parent, une filiation est constatée à l'égard d'une autre personne;

2° l'enfant devient majeur;

3° l'enfant décède;

4° le parent social décède;

5° l'enfant est adopté.

Le tribunal de la jeunesse peut prononcer la révocation de la parentalité sociale pour des motifs

2° er bestaat een bijzondere affectieve band tussen het kind en de andere dan de ouder;

3° de ouder en de andere dan de ouder wonen op een onafgebroken wijze samen sinds twee jaar en hebben daadwerkelijk samen zorg gedragen voor het kind gedurende een onafgebroken periode van twee jaar op het tijdstip van het indienen van het verzoek tot toekenning van het zorgouderschap;

4° het kind dat de leeftijd van twaalf jaar heeft bereikt op het tijdstip van de indiening van het verzoek stemt toe in het zorgouderschap, tenzij hij onbekwaam is verklaard of zich in een staat van verlengde minderjarigheid bevindt, dan wel de rechtbank, op grond van feiten vastgesteld in een met redenen omkleed proces-verbaal, oordeelt dat hij geen onderscheidingsvermogen heeft;

5° er niet reeds een zorgouderschap uitgeoefend wordt over het kind. »

Art. 8

In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 387septies ingevoegd, luidende :

« Art. 387septies. — De rechtbank die het zorgouderschap toekent aan een andere dan de ouder, zal in het belang van het kind de bepalingen van boek I, titel IX, geheel of gedeeltelijk van overeenkomstige toepassing verklaren.

De artikelen 203, § 1, 203bis tot 203ter en 208 tot 211 zijn van overeenkomstige toepassing. Deze bepaling blijft ook van toepassing na de beëindiging van de relatie tussen de ouder en de zorgouder. »

Art. 9

In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 387octies ingevoegd, luidende :

« Art. 387octies. — Het zorgouderschap eindigt van rechtswege op het moment dat :

1° naast de afstamming van het kind ten opzichte van zijn ouder, een afstamming ten opzichte van een andere persoon wordt vastgesteld;

2° het kind meerderjarig wordt;

3° het kind overlijdt;

4° de zorgouder overlijdt;

5° het kind geadopteerd wordt.

De jeugdrechtbank kan de herroeping van het zorgouderschap om zeer gewichtige redenen uitspre-

très graves à la demande du parent social, du parent, de l'enfant ou du procureur du Roi.

Il peut déchoir le parent social de la parentalité sociale sur la base de l'article 32 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait.»

Art. 10

Dans le même chapitre, il est inséré un article 387*novies*, rédigé comme suit :

«Art. 387*novies*. — Après la cessation de la parentalité sociale et à moins que le tribunal ne l'estime contraire à l'intérêt de l'enfant, la tierce personne conserve le droit d'entretenir des relations personnelles avec l'enfant conformément à l'article 375*bis* et conserve le droit de surveiller l'éducation de l'enfant et la gestion de ses biens dans la mesure où ce droit lui était octroyé.»

Art. 11

Dans le même titre, il est inséré un chapitre III, intitulé :

«Chapitre III. — Dispositions propres à la parentalité sociale lorsque l'autorité parentale est exercée conjointement par les deux parents ou est confiée exclusivement à l'un d'entre eux».

Art. 12

Dans le chapitre III, inséré par l'article 11, il est inséré un article 387*decies*, rédigé comme suit :

«Art. 387*decies*. — § 1^{er}. Le tribunal de la jeunesse peut donner l'autorisation au parent qui exerce l'autorité parentale exclusivement ou conjointement avec l'autre parent, de transférer à une tierce personne une partie des droits et des devoirs qu'il possède à l'égard de l'enfant :

1° lorsque la filiation de l'enfant à l'égard de ses deux parents est établie et que l'exercice de l'autorité parentale est confiée exclusivement à l'un d'entre eux conformément à l'article 374, alinéa 2;

2° lorsque les parents exercent conjointement l'autorité parentale, mais ne vivent pas ensemble.

Ce transfert du parent ne l'empêche pas d'exercer ses propres droits et devoirs à l'égard de l'enfant.

ken op verzoek van de zorgouder, de ouder, het kind of van de procureur des Konings.

Zij kan de zorgouder uit het zorgouderschap ontzetten op grond van artikel 32 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade.»

Art. 10

In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 387*novies* ingevoegd, luidende :

«Art. 387*novies*. — Na de beëindiging van het zorgouderschap en tenzij de rechtbank oordeelt dat dit strijdig is met het belang van het kind, behoudt de andere dan de ouder het recht persoonlijk contact met het kind te onderhouden overeenkomstig artikel 375*bis* en behoudt hij het recht toezicht te houden op de opvoeding van het kind en op het beheer van diens goederen voorzover hem dit recht was toegekend.»

Art. 11

In dezelfde titel wordt een hoofdstuk III ingevoegd, luidende :

«Hoofdstuk III. — Bepalingen eigen aan het zorgouderschap wanneer het ouderlijk gezag gezamenlijk door beide ouders wordt uitgeoefend of uitsluitend is opgedragen aan één van hen».

Art. 12

In hoofdstuk III, ingevoegd bij artikel 11, wordt een artikel 387*decies* ingevoegd, luidende :

«Art. 387*decies*. — § 1. De jeugdrechtbank kan toestemming geven aan de ouder die uitsluitend of gezamenlijk met de andere ouder het ouderlijk gezag uitoefent, een deel van de rechten en plichten die hij ten aanzien van het kind heeft, over te dragen aan een andere dan de ouder :

1° wanneer de afstamming van het kind ten aanzien van zijn beide ouders vaststaat en de uitoefening van het ouderlijk gezag uitsluitend is opgedragen aan één van hen overeenkomstig artikel 374, tweede lid;

2° wanneer zij het ouderlijk gezag gezamenlijk uitoefenen maar niet samenleven.

Die overdracht van de ouder verhindert niet dat hij zijn eigen rechten en plichten ten aanzien van het kind uitoefent.

§2. En outre, le tribunal de la jeunesse peut uniquement octroyer l'autorisation visée au paragraphe 1^{er} si les conditions cumulatives suivantes sont remplies :

1° la parentalité sociale est dans l'intérêt de l'enfant;

2° il existe un lien d'affection particulier entre l'enfant et la tierce personne;

3° le parent et la tierce personne cohabitent de manière ininterrompue depuis deux ans et se sont effectivement occupés ensemble de l'enfant pendant une période ininterrompue de deux ans au moment de l'introduction de la demande d'attribution de la parentalité sociale;

4° l'enfant qui a atteint l'âge de douze ans au moment de l'introduction de la demande consent à la parentalité sociale, à moins qu'il n'ait été déclaré interdit ou en état de minorité prolongée ou que le tribunal estime, en raison d'éléments de fait constatés par procès-verbal motivé, qu'il est privé de discernement;

5° l'autre parent est convoqué pour être entendu;

6° le parent cohabitant n'a pas déjà transféré à une tierce personne une partie de ses droits et devoirs à l'égard de l'enfant. »

Art. 13

Dans le même chapitre, il est inséré un article 387*undecies*, rédigé comme suit :

« Art. 387*undecies*. — Lorsque le tribunal, dans les cas visés à l'article 387*decies*, donne au parent qui exerce exclusivement ou conjointement avec l'autre parent l'autorité parentale l'autorisation de transférer à une tierce personne une partie de ses droits et des obligations envers l'enfant, ce transfert ne peut porter que sur les droits et des obligations liés au droit d'hébergement dont le parent est titulaire.

À la demande conjointe du parent et de la tierce personne, le tribunal peut également, s'il l'estime dans l'intérêt de l'enfant, autoriser le transfert de décisions quotidiennes afférentes à l'entretien de l'enfant, à son éducation et à sa formation.

Le tribunal peut en outre, à la demande conjointe du parent qui exerce exclusivement l'autorité parentale sur l'enfant et de la tierce personne, et s'il l'estime dans l'intérêt de l'enfant, autoriser le transfert de décisions urgentes afférentes à la santé, à l'éducation, à la formation et aux loisirs de l'enfant.

§2. Bovendien kan de jeugdrechtbank de in paragraaf 1 bedoelde toestemming slechts verlenen mits voldaan is aan de volgende cumulatieve voorwaarden :

1° het zorgouderschap is in het belang van het kind;

2° er bestaat een bijzondere affectieve band tussen het kind en de andere dan de ouder;

3° de ouder en de andere dan de ouder wonen op een onafgebroken wijze samen sinds twee jaar en hebben daadwerkelijk samen zorggedragen voor het kind gedurende een onafgebroken periode van twee jaar op het tijdstip van het indienen van het verzoek tot toekenning van het zorgouderschap;

4° het kind dat de leeftijd van twaalf jaar heeft bereikt op het tijdstip van de indiening van het verzoek stemt toe in het zorgouderschap, tenzij hij onbekwaam is verklaard of zich in een staat van verlengde minderjarigheid bevindt, dan wel de rechtbank, op grond van feiten vastgesteld in een met redenen omkleed proces-verbaal, oordeelt dat hij geen onderscheidingsvermogen heeft;

5° de andere ouder is opgeroepen om te worden gehoord;

6° de samenwonende ouder heeft niet reeds een deel van zijn rechten en plichten ten aanzien van het kind overgedragen aan een andere dan de ouder. »

Art. 13

In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 387*undecies* ingevoegd, luidende :

« Art. 387*undecies*. — Wanneer de rechtbank in de in artikel 387*decies* bepaalde gevallen toestemming geeft aan de ouder die uitsluitend of gezamenlijk met de andere ouder het ouderlijk gezag uitoefent om een deel van de rechten en plichten die hij ten aanzien van het kind heeft, over te dragen aan een andere dan de ouder, mag deze overdracht slechts betrekking hebben op de rechten en plichten die verbonden zijn aan het recht van huisvesting waarvan de ouder houder is.

Op gezamenlijk verzoek van de ouder en de andere dan de ouder kan de rechtbank wanneer zij oordeelt dat dit in het belang is van het kind, tevens de overdracht toestaan van dagelijkse beslissingen betreffende het levensonderhoud van het kind, diens opvoeding en opleiding.

Bovendien kan de rechtbank op gezamenlijk verzoek van de ouder die uitsluitend het ouderlijk gezag over het kind uitoefent en de andere dan de ouder wanneer zij oordeelt dat dit in het belang is van het kind, de overdracht toestaan van dringende beslissingen betreffende de gezondheid van het kind, zijn opvoeding, zijn opleiding en zijn ontspanning.

Le tribunal peut préciser la nature des décisions faisant l'objet du transfert, ainsi que les modalités de ce transfert.

Dans tous les cas, le tribunal ne peut autoriser de transfert en ce qui concerne les droits d'administration et de jouissance légale sur les biens de l'enfant.»

Art. 14

Dans le même chapitre, il est inséré un article 387*duodecies*, rédigé comme suit :

«Art. 387*duodecies*. — Le parent social n'est pas obligé de pourvoir à l'entretien de l'enfant pour autant que l'autre parent soit en mesure de le faire. À défaut, c'est lui qui pourvoit à l'entretien de l'enfant et les articles 203*bis*, 203*ter* et 208 à 211 sont applicables par analogie.

Cette disposition s'applique également après la cessation de la relation entre le parent et le parent social.»

Art. 15

Dans le même article, il est inséré un article 387*ter decies*, rédigé comme suit :

«Art. 387*ter decies*. — À l'égard des tiers de bonne foi, la tierce personne à qui le parent transfère une partie de ses droits et obligations à l'égard de son enfant conformément à l'article 387*undecies* est réputé agir avec l'accord des deux parents de l'enfant quand il accomplit un acte lié à ce transfert sous réserve des exceptions prévues par la loi.

À défaut d'accord, le père ou la mère peut saisir le tribunal de la jeunesse.

Le tribunal peut, dans l'intérêt de l'enfant, autoriser l'un des parents ou le parent social à agir seul pour un ou plusieurs droits ou obligations transférés.»

Art. 16

Dans le même chapitre, il est inséré un article 387*quater decies*, rédigé comme suit :

«Art. 387*quater decies*. — Dans tous les cas, le tribunal de la jeunesse peut, à la demande des père et mère, de l'un d'eux, du parent social ou du procureur du Roi, ordonner ou modifier, dans l'intérêt de l'enfant, toute disposition relative à la parentalité sociale.

De rechtbank kan de aard van de beslissingen preciseren waarop de overdracht betrekking mag hebben alsook de wijze waarop de overdracht kan gebeuren.

In alle geval kan de rechtbank geen overdracht toestaan inzake het recht om de goederen van het kind te beheren en er het wettelijk genot van te hebben.»

Art. 14

In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 387*duodecies* ingevoegd, luidende :

«Art. 387*duodecies*. — De zorgouder is niet verplicht levensonderhoud te verstrekken aan het kind voor zover dit van de andere ouder kan worden verkregen. Indien dit niet kan worden verkregen, verstrekt hij levensonderhoud aan het kind en zijn de artikelen 203*bis*, 203*ter* en 208 tot 211 van overeenkomstige toepassing.

Deze bepaling is ook van toepassing na de beëindiging van de relatie tussen de ouder en de zorgouder.»

Art. 15

In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 387*ter decies* ingevoegd, luidende :

«Art. 387*ter decies* — Ten opzichte van derden die te goeder trouw zijn, wordt de andere dan de ouder aan wie de ouder overeenkomstig artikel 387*undecies* een deel van zijn rechten en plichten ten aanzien van zijn kind overdraagt, geacht te handelen met instemming van de beide ouders van het kind wanneer hij een handeling stelt die met deze overdracht verband houdt, behoudens de bij de wet bepaalde uitzonderingen.

Bij gebreke van instemming kan elk der beide ouders de zaak bij de jeugdrechtbank aanhangig maken.

De rechtbank kan in het belang van het kind één van de ouders of de zorgouder toestemming verlenen alleen op te treden voor één of meer overgedragen rechten of plichten.»

Art. 16

In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 387*quater decies* ingevoegd, luidende :

«Art. 387*quater decies*. — In alle gevallen kan de jeugdrechtbank in het belang van het kind, op verzoek van beide ouders, van één van hen, van de zorgouder, dan wel van de procureur des Konings alle beschikkingen met betrekking tot het zorgouderschap opleggen of wijzigen.

Sans préjudice de l'article 1734 du Code judiciaire, le tribunal tente de concilier les parties. Il leur donne toutes informations utiles sur la procédure et en particulier sur l'intérêt de recourir à la médiation telle que prévue à la septième partie du Code judiciaire. S'il constate qu'un rapprochement est possible, il peut ordonner la surséance de la procédure afin de permettre aux parties de recueillir toutes informations utiles à cet égard et d'entamer le processus de médiation. La durée de la surséance ne peut être supérieure à un mois.

Le tribunal peut, même d'office, ordonner une mesure préalable destinée à instruire la demande ou à régler provisoirement la situation des parties pour un délai qu'il détermine.

Lorsqu'il est saisi pour la première fois d'une telle demande, sauf accord de toutes les parties et du procureur du Roi, le tribunal de la jeunesse statue à titre provisionnel. La cause peut être réexaminée à une audience ultérieure, à une date fixée d'office dans le jugement, dans un délai qui ne peut excéder un an, et sans préjudice d'une nouvelle convocation à une date plus rapprochée, ainsi qu'il est indiqué à l'alinéa 5.

Devant le tribunal de la jeunesse, la cause reste inscrite au rôle jusqu'à ce que les enfants concernés par le litige soient émancipés ou aient atteint l'âge de la majorité légale. En cas d'éléments nouveaux, elle peut être ramenée devant le tribunal par conclusions ou par demande écrite, déposée ou adressée au greffe.

L'article 730, § 2, a), du Code judiciaire n'est pas applicable.»

Art. 17

Dans le même chapitre, il est inséré un article 387quinquies decies, rédigé comme suit :

« Art. 387quinquies decies. — En cas de décès du parent qui soit n'exerce pas l'autorité parentale sur l'enfant, soit ne vivait pas avec le parent social au moment de l'introduction de la demande de parentalité sociale mais qui exerçait conjointement avec lui l'autorité parentale, le parent survivant et le parent social peuvent demander conjointement sur la base des articles 387sexies et suivants et conformément aux conditions prévues par ceux-ci l'octroi de la parentalité sociale visée au chapitre II, étant entendu que l'article 387sexies, § 2, 5°, n'est pas d'application. »

Onverminderd artikel 1734 van het Gerechtelijk Wetboek poogt de rechtbank alle partijen te verzoeken. Zij verstrekt hen alle nuttige inlichtingen over de rechtspleging en in het bijzonder over het nut een beroep te doen op de in het zevende deel van het Gerechtelijk Wetboek bepaalde bemiddeling. Indien zij vaststelt dat een toenadering mogelijk is, kan zij de schorsing van de procedure bevelen, teneinde de partijen de mogelijkheid te bieden alle nuttige inlichtingen hierover in te winnen en het bemiddelingsproces op te starten. De duur van de schorsing mag niet meer dan één maand bedragen.

De rechtbank kan, zelfs ambtshalve, een voorafgaande maatregel bevelen teneinde de vordering te onderzoeken of de toestand van de partijen voor een termijn die zij vaststelt voorlopig te regelen.

Ingeval een dergelijke vordering voor het eerst bij de jeugdrechtbank aanhangig wordt gemaakt en behoudens overeenstemming van alle partijen en van de procureur des Konings, beslist de jeugdrechtbank over een voorlopige regeling. De zaak kan tijdens een latere zitting opnieuw worden onderzocht, op een datum die ambtshalve vastgelegd wordt in het vonnis, binnen een termijn die één jaar niet overschrijdt, en onverminderd een nieuwe oproeping op een vroegere datum, zoals is aangegeven in het vijfde lid.

De zaak blijft ingevoegd op de rol van de jeugdrechtbank tot de kinderen op wie het geschil betrekking heeft, ontvoegd zijn of de leeftijd van wettelijke meerderjarigheid hebben bereikt. Ingeval van nieuwe elementen, kan de zaak opnieuw voor de rechtbank worden gebracht bij conclusie of bij een schriftelijk verzoek dat wordt neergelegd bij of gericht is aan de griffier.

Artikel 730, § 2, a), van het Gerechtelijk Wetboek is niet van toepassing.»

Art. 17

In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 387quinquies decies ingevoegd, luidende :

« Art. 387quinquies decies. — Ingeval van overlijden van de ouder die hetzij niet het ouderlijk gezag uitoefent over het kind hetzij niet samenleefde met de zorgouder op het ogenblik van het indienen van het verzoek tot zorgouderschap maar er gezamenlijk het ouderlijk gezag mee uitoefende, kunnen de overlevende ouder en de zorgouder gezamenlijk op grond van en overeenkomstig de voorwaarden van artikel 387sexies en volgende verzoeken om de toekenning van het zorgouderschap bedoeld in hoofdstuk II met dien verstande dat artikel 387sexies, § 2, 5°, niet van toepassing is. »

Art. 18

Dans le même chapitre, il est inséré un article 387*sedecies*, rédigé comme suit :

« Art. 387*sedecies*. — La parentalité sociale prend fin de plein droit lorsque :

1° l'enfant devient majeur;

2° l'enfant décède;

3° le parent social décède;

4° l'enfant est adopté;

5° le tribunal octroie la parentalité sociale conformément à l'article 387*sexies*.

Le tribunal de la jeunesse peut prononcer la révocation de la parentalité sociale pour des motifs très graves à la demande du parent social, du parent, de l'enfant ou du procureur du Roi.

Il peut déchoir le parent social de la parentalité sociale sur la base de l'article 32 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait. »

Art. 19

Dans le même chapitre, il est inséré un article 387*septies decies*, rédigé comme suit :

« Art. 387*septies decies*. — Après la fin de la parentalité sociale, la tierce personne conserve le droit d'entretenir des relations personnelles avec l'enfant conformément à l'article 375*bis*, sauf si le tribunal estime que c'est contraire à l'intérêt de l'enfant. »

Art. 20

L'article 394 du même Code, remplacé par la loi du 29 avril 2001, est complété par deux alinéas, rédigés comme suit :

« Le juge de paix entend aussi le parent social qui, conformément à l'article 387*septies*, exerce en tout ou en partie l'autorité parentale conjointe sur l'enfant, pour autant que cette personne n'ait pas été désignée comme tuteur en vertu de l'article 392.

Le juge de paix entend aussi le parent social qui, conformément à l'article 387*undecies*, exerce la parentalité sociale, pour autant que cette personne n'ait pas été désignée comme tuteur en vertu de l'article 392. »

Art. 18

In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 387*sedecies* ingevoegd, luidende :

« Art. 387*sedecies*. — Het zorgouderschap eindigt van rechtswege op het moment dat :

1° het kind meerderjarig wordt;

2° het kind overlijdt;

3° de zorgouder overlijdt;

4° het kind geadopteerd wordt;

5° de rechtbank het zorgouderschap toekent op grond van artikel 387*sexies*.

De jeugdrechtbank kan de herroeping van het zorgouderschap om zeer gewichtige redenen uitspreken op verzoek van de zorgouder, de ouder, het kind of van de procureur des Konings.

Zij kan de zorgouder uit het zorgouderschap ontzetten op grond van artikel 32 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade. »

Art. 19

In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 387*septies decies* ingevoegd, luidende :

« Art. 387*septies decies*. — Na de beëindiging van het zorgouderschap en tenzij de rechtbank oordeelt dat dit strijdig is met het belang van het kind, behoudt de andere dan de ouder het recht persoonlijk contact met het kind te onderhouden overeenkomstig artikel 375*bis*. »

Art. 20

Artikel 394 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 29 april 2001, wordt aangevuld met twee leden, luidende :

« De vrederechter hoort tevens de zorgouder die op grond van artikel 387*septies* het gezamenlijk ouderlijk gezag over het kind geheel of gedeeltelijk uitoefent, voor zover deze niet als voogd is aangewezen op grond van artikel 392.

De vrederechter hoort tevens de zorgouder die op grond van artikel 387*undecies* het zorgouderschap uitoefent, voor zover deze niet als aangewezen op grond van artikel 392. »

CHAPITRE 3

Modifications du Code judiciaire

Art. 21

Dans la quatrième partie, livre IV, du Code judiciaire, il est inséré un chapitre VIII^{ter}, intitulé :

« Chapitre VIII^{ter}. — De la parentalité sociale ».

Art. 22

Dans le chapitre VIII^{ter}, inséré par l'article 21, il est inséré une section première, intitulée :

« Section 1^{re}. — Dispositions propres à la parentalité sociale lorsque l'autorité parentale est exercée par un seul parent ».

Art. 23

Dans la section 1^{re}, insérée par l'article 22, il est inséré un article 1231-57, rédigé comme suit :

« Art. 1231-57. — La demande est introduite par voie de requête unilatérale devant le tribunal de la jeunesse conformément aux articles 1025 à 1034, étant entendu que la demande est déposée au greffe et signée soit conjointement par le parent et la tierce personne, soit par leur avocat.

Pour être recevable, la demande doit être accompagnée des documents suivants : une copie certifiée conforme de l'acte de naissance de l'enfant et de la tierce personne ainsi qu'un extrait du registre de la population, du registre des étrangers ou du registre d'attente prouvant que le parent et la tierce personne étaient inscrits à la même adresse depuis au moins deux ans de manière ininterrompue au moment de l'introduction de la demande. »

Art. 24

Dans la même section, il est inséré un article 1231-58, rédigé comme suit :

« Art. 1231-58. — Le tribunal entend en chambre du conseil les personnes suivantes :

1° le parent de l'enfant;

2° la tierce personne;

3° l'enfant mineur ayant atteint l'âge de douze ans au moment de l'introduction de la demande;

HOOFDSTUK 3

Wijzigingen van het Gerechtelijk Wetboek

Art. 21

In deel IV, boek IV, van het Gerechtelijk Wetboek wordt een hoofdstuk VIII^{ter} ingevoegd, luidende :

« Hoofdstuk VIII^{ter}. — Zorgouderschap ».

Art. 22

In hoofdstuk VIII^{ter}, ingevoegd bij artikel 21, wordt een afdeling 1 ingevoegd, luidende :

« Afdeling 1. — Bepalingen eigen aan het zorgouderschap wanneer slechts één ouder het ouderlijk gezag uitoefent ».

Art. 23

In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 22, wordt een artikel 1231-57 ingevoegd, luidende :

« Art. 1231-57. — Het verzoek wordt bij eenzijdig verzoekschrift ingediend bij de jeugdrechtbank overeenkomstig de artikelen 1025 tot 1034 met dien verstande dat het verzoekschrift ter griffie wordt neergelegd en ondertekend hetzij door de ouder en de andere dan de ouder gezamenlijk, hetzij door hun advocaat.

Om ontvankelijk te zijn worden bij het verzoekschrift volgende stukken gevoegd : een voor eensluidend verklaard afschrift van de akte van geboorte van het kind en van de andere dan de ouder en een uittreksel uit het bevolkingsregister, het vreemdelingenregister of het wachtregister waaruit blijkt dat de ouder en de andere dan de ouder op het tijdstip van het indienen van het verzoekschrift sinds ten minste twee jaar op onafgebroken wijze zijn ingeschreven op hetzelfde adres. »

Art. 24

In dezelfde afdeling wordt een artikel 1231-58 ingevoegd, luidende :

« Art. 1231-58. — De rechtbank hoort in raadkamer de volgende personen :

1° de ouder van het kind;

2° de andere dan de ouder;

3° het minderjarige kind dat op de tijdstip van het indienen van het verzoek de leeftijd van twaalf jaar heeft bereikt;

4° toute personne que le tribunal estime utile d'entendre.

Elles sont convoquées par le greffier par pli judiciaire ou par simple lettre lorsqu'il s'agit de personnes de moins de seize ans.

Le tribunal peut décider d'office de convoquer l'enfant qui n'a pas atteint l'âge de douze ans. Lorsque l'enfant qui n'a pas atteint l'âge de douze ans demande lui-même à être convoqué, le tribunal ne peut lui opposer un refus. Le tribunal peut uniquement refuser d'entendre l'enfant par une décision spécialement motivée, fondée sur le fait que l'enfant n'est pas en état d'exprimer son opinion.»

Art. 25

Dans la même section, il est inséré un article 1231-59, rédigé comme suit :

« Art. 1231-59. — Le mineur est entendu par le juge ou la personne désignée par ce dernier à cet effet.

L'audition a lieu hors de la présence de quiconque, à l'exception du greffier et de l'avocat du mineur.

Si le mineur a renoncé à sa faculté d'être assisté par un avocat, il peut se faire accompagner d'une personne de confiance indépendante des parties à l'instance.

L'audition a lieu en un endroit considéré comme convenable par le juge.

Il en est établi par le greffier un procès-verbal qui est joint au dossier de la procédure, sans que copie en soit délivrée aux parties. Le procès-verbal est lu au mineur, puis signé pour accord par ce dernier.

Le cas échéant, les frais de l'audition sont partagés entre les parties.

L'audition du mineur ne lui confère pas la qualité de partie à la procédure. Les opinions du mineur sont prises en considération compte tenu de son âge et de son degré de maturité.»

Art. 26

Dans la même section, il est inséré un article 1231-60, rédigé comme suit :

« Art. 1231-60. — Le tribunal ne peut accorder la parentalité sociale que s'il constate que les conditions prévues à l'article 387*sexies* du Code civil sont remplies.»

4° een ieder die de rechtbank wenst te horen.

Zij worden door de griffier opgeroepen bij gerechtsbrief of bij gewone brief wanneer het personen beneden de zestien jaar betreft.

De rechtbank kan ambtshalve beslissen om het kind dat de leeftijd van twaalf jaar niet heeft bereikt, op te roepen. Wanneer het kind dat de leeftijd van twaalf jaar niet heeft bereikt, zelf verzoekt om hem op te roepen, kan de rechtbank dit niet weigeren. De rechtbank kan slechts weigeren het kind te horen bij een speciaal gemotiveerde beslissing, gegrond op het gegeven dat het kind niet in staat is zijn mening te kennen te geven.»

Art. 25

In dezelfde afdeling wordt een artikel 1231-59 ingevoegd, luidende :

« Art. 1231-59. — De minderjarige wordt gehoord door de rechter of door de persoon die deze aanwijst.

Het onderhoud vindt plaats buiten de aanwezigheid van wie ook, de griffier en de advocaat van de minderjarige uitgezonderd.

Indien de minderjarige zich niet wenst te laten bijstaan door een advocaat, kan hij zich laten vergezellen door een vertrouwenspersoon die onafhankelijk is van de partijen in het geding.

Het horen geschiedt op een plaats die door de rechter geschikt wordt geacht.

Van het onderhoud wordt door de griffier een proces-verbaal opgemaakt dat bij het dossier van de rechtspleging wordt gevoegd, zonder dat evenwel een afschrift ervan aan de partijen wordt bezorgd. Het proces-verbaal wordt aan de minderjarige voorgelezen en door hem ondertekend voor akkoord.

De kosten verbonden aan het onderhoud worden in voorkomend geval over de partijen verdeeld.

Het horen van de minderjarige heeft niet tot gevolg dat hij partij in het geding wordt. Aan de mening van de minderjarige wordt een passend belang gehecht in overeenstemming met zijn leeftijd en maturiteit.»

Art. 26

In dezelfde afdeling wordt een artikel 1231-60 ingevoegd, luidende :

« Art. 1231-60. — De rechtbank kan het zorgouderschap slechts toekennen mits zij vaststelt dat de in artikel 387*sexies* van het Burgerlijk Wetboek bepaalde voorwaarden vervuld zijn.»

Art. 27

Dans la même section, il est inséré un article 1231-61, rédigé comme suit :

« Art. 1231-61. — Le dispositif du jugement en matière de la parentalité sociale mentionne notamment :

1° la date du dépôt de la requête tendant à l'octroi de la parentalité sociale;

2° le nom et les prénoms du parent et de la tierce personne;

3° le fait que la parentalité sociale est octroyée sur la base des motifs visés à l'article 387*sexies*, § 1^{er};

4° les aspects de l'autorité parentale visés dans le livre premier, titre IX, du Code civil qu'il accorde en tout ou en partie conjointement au parent social et au parent de l'enfant.

Le jugement est notifié par pli judiciaire au parent et à la tierce personne ainsi qu'au ministère public. »

Art. 28

Dans la même section, il est inséré un article 1231-62, rédigé comme suit :

« Art. 1231-62. — Le procureur du Roi et le parent et la tierce personne agissant conjointement peuvent interjeter appel par requête déposée au greffe de la cour d'appel dans le mois de la notification du jugement.

Le procureur du Roi et le parent et la tierce personne agissant conjointement peuvent se pourvoir en cassation.

Toute décision judiciaire rendue en matière de parentalité sociale ne peut être exécutée si elle fait l'objet ou est encore susceptible d'appel ou de pourvoi en cassation. »

Art. 29

Dans la même section, il est inséré un article 1231-63, rédigé comme suit :

« Art. 1231-63. — Après l'expiration du délai d'appel ou de pourvoi en cassation ou, le cas échéant, après le prononcé de l'arrêt rejetant le pourvoi, le greffier transmet, sans tarder, le dispositif de la décision de justice accordant la parentalité sociale à l'officier de l'état civil de la résidence habituelle du parent social.

Art. 27

In dezelfde afdeling wordt een artikel 1231-61 ingevoegd, luidende :

« Art. 1231-61. — Het beschikkend gedeelte van het vonnis inzake zorgouderschap vermeldt inzonderheid :

1° de datum van neerlegging van het verzoekschrift tot toekenning van zorgouderschap;

2° de naam en de voornamen van de ouder en de andere dan de ouder;

3° dat het zorgouderschap is toegekend op de in artikel 387*sexies*, § 1, bepaalde gronden;

4° de aspecten van het ouderlijk gezag bedoeld in boek I, titel IX, van het Burgerlijk Wetboek die zij geheel of gedeeltelijk aan de zorgouder gezamenlijk met de ouder van het kind toekent.

Het vonnis wordt bij gerechtsbrief betekend aan de ouder en de andere dan de ouder, alsmede aan het openbaar ministerie. »

Art. 28

In dezelfde afdeling wordt een artikel 1231-62 ingevoegd, luidende :

« Art. 1231-62. — De procureur des Konings en de ouder en zorgouder die gezamenlijk optreden kunnen bij wege van een verzoekschrift ingediend ter griffie van het hof van beroep, beroep instellen binnen een maand te rekenen vanaf de betekening van het vonnis.

De procureur des Konings en de ouder en zorgouder die gezamenlijk optreden kunnen cassatieberoep instellen.

Rechterlijke beslissingen gewezen inzake zorgouderschap kunnen niet ten uitvoer worden gelegd indien daartegen beroep of cassatieberoep is ingesteld of zulks nog mogelijk is. »

Art. 29

In dezelfde afdeling wordt een artikel 1231-63 ingevoegd, luidende :

« Art. 1231-63. — Na het verstrijken van de termijn van hoger beroep of van het cassatieberoep of, in voorkomend geval, na de uitspraak van het arrest waarbij het cassatieberoep wordt afgewezen, zendt de griffier onverwijld het beschikkend gedeelte van de rechterlijke beslissing waarbij het zorgouderschap wordt toegekend aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gewone verblijfplaats van de zorgouder.

L'officier de l'état civil transcrit immédiatement le dispositif sur ses registres et transmet une copie de l'acte de transcription au greffier et au procureur du Roi. Mention de la transcription est faite en marge des actes concernant l'état civil de l'enfant. »

Art. 30

Dans la même section, il est inséré un article 1231-64, rédigé comme suit :

« Art. 1231-64. — Les décisions judiciaires refusant de prononcer la parentalité sociale ne font pas obstacle à l'introduction ultérieure d'une nouvelle requête, fondée sur des actes ou des faits postérieurs au refus.

Le cas échéant, le consentement requis de l'enfant doit être à nouveau recueilli. »

Art. 31

Dans le même chapitre, il est inséré une section 2, intitulée :

« Section 2. — Dispositions propres à la parentalité sociale lorsque l'autorité parentale est exercée conjointement par les deux parents ou lorsqu'elle n'a été confiée qu'à un seul d'entre eux ».

Art. 32

Dans la section 2, insérée par l'article 31, il est inséré un article 1231-65, rédigé comme suit :

« Art. 1231-65. — La demande peut être introduite par requête déposée au tribunal de la jeunesse conformément aux articles 1034*bis* à 1034*sexies*, étant entendu qu'elle doit émaner conjointement du parent de l'enfant et de la tierce personne.

Pour être recevable, l'acte introductif doit être accompagné des pièces suivantes :

1° une copie certifiée conforme de l'acte de naissance de l'enfant et de la tierce personne;

2° un extrait du registre de la population, du registre des étrangers ou du registre d'attente, d'où il ressort qu'à l'époque du dépôt de la requête, le parent et la tierce personne étaient inscrits depuis au moins deux ans de manière ininterrompue à la même adresse. »

De ambtenaar van de burgerlijke stand schrijft het beschikkend gedeelte onmiddellijk over in zijn registers en zendt een afschrift van de akte van overschrijving toe aan de griffier en aan de procureur des Konings. De overschrijving wordt vermeld in de kant van de akten van de burgerlijke stand van het kind. »

Art. 30

In dezelfde afdeling wordt een artikel 1231-64 ingevoegd, luidende :

« Art. 1231-64. — Rechterlijke beslissingen waarbij wordt geweigerd het zorgouderschap toe te kennen beletten niet dat later nogmaals een nieuw verzoekschrift wordt ingediend dat gegrond is op handelingen of feiten die na de weigering hebben plaatsgevonden.

In voorkomend geval wordt de vereiste toestemming van het kind opnieuw ingewonnen. »

Art. 31

In hetzelfde hoofdstuk wordt een afdeling 2 ingevoegd, luidende :

« Afdeling 2. — Bepalingen eigen aan het zorgouderschap wanneer het ouderlijk gezag gezamenlijk door beide ouders wordt uitgeoefend of uitsluitend is opgedragen aan één van hen ».

Art. 32

In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 31, wordt een artikel 1231-65 ingevoegd, luidende :

« Art. 1231-65. — Het verzoek kan bij verzoekschrift worden ingediend bij de jeugdrechtbank overeenkomstig de artikelen 1034*bis* tot 1034*sexies* met dien verstande dat het verzoek dient uit te gaan van de ouder van het kind en de andere dan de ouder gezamenlijk.

Om ontvankelijk te zijn, worden volgende stukken gevoegd bij de inleidende akte :

1° een voor eensluidend verklaard afschrift van de akte van geboorte van het kind en van de andere dan de ouder;

2° een uittreksel uit het bevolkingsregister, het vreemdelingenregister of het wachtregister waaruit blijkt dat de ouder en de andere dan de ouder op het tijdstip van het indienen van het verzoekschrift sinds ten minste twee jaar op onafgebroken wijze zijn ingeschreven op hetzelfde adres. »

Art. 33

Dans la même section, il est inséré un article 1231-66, rédigé comme suit :

« Art. 1231-66. — Le tribunal entend les personnes suivantes en chambre du conseil :

1° le parent de l'enfant qui exerce l'autorité parentale seul ou conjointement avec l'autre parent. L'autre parent est convoqué afin d'être entendu;

2° la tierce personne;

3° l'enfant mineur qui a atteint l'âge de douze ans à l'époque de l'introduction de la demande;

4° toute personne que le tribunal souhaite entendre.

Le greffier convoque ces personnes par pli judiciaire, ou par courrier ordinaire lorsqu'il s'agit de personnes âgées de moins de seize ans.

Le tribunal peut décider d'office de convoquer l'enfant qui n'a pas atteint l'âge de douze ans. Lorsque l'enfant qui n'a pas atteint l'âge de douze ans sollicite lui-même cette convocation, le tribunal ne peut pas le lui refuser. Le tribunal peut uniquement refuser d'entendre l'enfant moyennant une décision spécialement motivée, fondée sur la circonstance que l'enfant n'est pas en mesure de manifester son opinion. »

Art. 34

Dans la même section, il est inséré un article 1231-67, rédigé comme suit :

« Art. 1231-67. — Le mineur est entendu par le juge ou la personne désignée par ce dernier à cet effet.

L'audition a lieu hors de la présence de quiconque, à l'exception du greffier et de l'avocat du mineur.

Si le mineur a renoncé à sa faculté d'être assisté par un avocat, il peut se faire accompagner d'une personne de confiance indépendante des parties à l'instance.

L'audition a lieu en un endroit considéré comme convenable par le juge.

Il en est établi par le greffier un procès-verbal qui est joint au dossier de la procédure, sans que copie en soit délivrée aux parties. Le procès-verbal est lu au mineur, puis signé pour accord par ce dernier.

Art. 33

In dezelfde afdeling wordt een artikel 1231-66 ingevoegd, luidende :

« Art. 1231-66. — De rechtbank hoort in raadkamer de volgende personen :

1° de ouder van het kind die uitsluitend of gezamenlijk met de andere ouder het ouderlijk gezag uitoefent. De andere ouder wordt opgeroepen teneinde te worden gehoord;

2° de andere dan de ouder;

3° het minderjarige kind dat op de tijdstip van het indienen van het verzoek de leeftijd van twaalf jaar heeft bereikt;

4° een ieder die de rechtbank wenst te horen.

Zij worden door de griffier opgeroepen bij gerechtsbrief of bij gewone brief wanneer het personen beneden de zestien jaar betreft.

De rechtbank kan ambtshalve beslissen het kind dat de leeftijd van twaalf jaar niet heeft bereikt op te roepen. Wanneer het kind dat de leeftijd van twaalf jaar niet heeft bereikt zelf verzoekt hem op te roepen, kan de rechtbank dit niet weigeren. De rechtbank kan slechts weigeren het kind te horen bij een speciaal gemotiveerde beslissing, gegrond op het gegeven dat het kind niet in staat is zijn mening te kennen te geven. »

Art. 34

In dezelfde afdeling wordt een artikel 1231-67 ingevoegd, luidende :

« Art. 1231-67. — De minderjarige wordt gehoord door de rechter of door de persoon die deze aanwijst.

Het onderhoud vindt plaats buiten de aanwezigheid van wie ook, de griffier en de advocaat van de minderjarige uitgezonderd.

Indien de minderjarige zich niet wenst te laten bijstaan door een advocaat, kan hij zich laten vergezellen door een vertrouwenspersoon die onafhankelijk is van de partijen in het geding.

Het horen geschiedt op een plaats die door de rechter geschikt wordt geacht.

Van het onderhoud wordt door de griffier een proces-verbaal opgemaakt dat bij het dossier van de rechtspleging wordt gevoegd, zonder dat evenwel een afschrift ervan aan de partijen wordt bezorgd. Het proces-verbaal wordt aan de minderjarige voorgelezen en door hem ondertekend voor akkoord.

Le cas échéant, les frais de l'audition sont partagés entre les parties.

L'audition du mineur ne lui confère pas la qualité de partie à la procédure. Les opinions du mineur sont prises en considération compte tenu de son âge et de son degré de maturité.»

Art. 35

Dans la même section, il est inséré un article 1231-68, rédigé comme suit :

« Art. 1231-68. — Le tribunal ne peut accorder la parentalité sociale que s'il constate que les conditions prévues à l'article 387*decies* du Code civil sont remplies. »

Art. 36

Dans la même section, il est inséré un article 1231-69, rédigé comme suit :

« Art. 1231-69. — Le dispositif du jugement en matière de parentalité sociale mentionne notamment :

1° la date du dépôt de la requête tendant à l'octroi de la parentalité sociale;

2° le nom et les prénoms du parent et de la tierce personne;

3° que la parentalité sociale est octroyée sur la base des motifs prévus à l'article 387*decies*, § 1^{er};

4° pour quels droits et devoirs afférents à l'autorité parentale et pour quel type de décisions le transfert au parent social peut avoir lieu.

Le jugement est notifié par pli judiciaire aux parents de l'enfant et à la tierce personne, ainsi qu'au ministère public. »

Art. 37

Dans la même section, il est inséré un article 1231-70, rédigé comme suit :

« Art 1231-70. — Le procureur du Roi, le parent et le parent social agissant conjointement ainsi que l'autre parent peuvent interjeter appel par requête déposée au greffe de la cour d'appel dans le mois de la notification du jugement.

De kosten verbonden aan het onderhoud worden in voorkomend geval over de verzoekende partijen verdeeld.

Het horen van de minderjarige heeft niet tot gevolg dat hij partij in het geding wordt. Aan de mening van de minderjarige wordt een passend belang gehecht in overeenstemming met zijn leeftijd en maturiteit. »

Art. 35

In dezelfde afdeling wordt een artikel 1231-68 ingevoegd, luidende :

« Art. 1231-68. — De rechtbank kan het zorgouderschap slechts toekennen mits zij vaststelt dat de in artikel 387*decies* van het Burgerlijk Wetboek bepaalde voorwaarden vervuld zijn. »

Art. 36

In dezelfde afdeling wordt een artikel 1231-69 ingevoegd, luidende :

« Art. 1231-69. — Het beschikkend gedeelte van het vonnis inzake zorgouderschap vermeldt inzonderheid :

1° de datum van neerlegging van het verzoekschrift tot toekenning van zorgouderschap;

2° de naam en de voornamen van de ouder en de ander dan de ouder;

3° dat het zorgouderschap is toegekend op de in artikel 387*decies*, § 1, bepaalde gronden;

4° voor welke rechten en plichten van het ouderlijk gezag en welke aard van beslissingen de overdracht aan de zorgouder kan plaatsvinden.

Het vonnis wordt bij gerechtsbrief betekend aan de ouders van het kind en aan de andere dan de ouder, alsmede aan het openbaar ministerie. »

Art. 37

In dezelfde afdeling wordt een artikel 1231-70 ingevoegd, luidende :

« Art 1231-70. — De procureur des Konings, de ouder en zorgouder die gezamenlijk optreden, alsook de andere ouder kunnen bij wege van een verzoekschrift ingediend ter griffie van het hof van beroep, beroep instellen binnen een maand te rekenen vanaf de betekening van het vonnis.

Le procureur du Roi, le parent et le parent social agissant conjointement, ainsi que l'autre parent, peuvent se pourvoir en cassation.

Toute décision judiciaire rendue en matière de parentalité sociale ne peut être exécutée si elle fait l'objet ou est encore susceptible d'appel ou de pourvoi en cassation. »

Art. 38

Dans la même section, il est inséré un article 1231-71, rédigé comme suit :

« Art. 1231-71. — Après l'expiration du délai d'appel ou de pourvoi en cassation ou, le cas échéant, après le prononcé de l'arrêt rejetant le pourvoi, le greffier transmet sans tarder le dispositif de la décision judiciaire accordant la parentalité sociale à l'officier de l'état civil de la résidence habituelle du parent social.

L'officier de l'état civil transcrit immédiatement le dispositif sur ses registres et transmet une copie de l'acte de transcription au greffier et au procureur du Roi. Mention de la transcription est faite en marge des actes concernant l'état civil de l'enfant. »

Art. 39

Dans la même section il est inséré un article 1231-72, rédigé comme suit :

« Art. 1231-72. — Les décisions judiciaires refusant d'accorder la parentalité sociale ne font pas obstacle à l'introduction ultérieure d'une nouvelle requête, fondée sur des actes ou des faits postérieurs au refus.

Le cas échéant, le consentement requis de l'enfant devra être à nouveau recueilli. »

CHAPITRE 4.

Modifications de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait

Art. 40

À l'article 32 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait, modifié par

De procureur des Konings, de ouder en zorgouder die gezamenlijk optreden, alsook de andere ouder kunnen cassatieberoep instellen.

Rechterlijke beslissingen gewezen inzake zorgouderschap kunnen niet ten uitvoer worden gelegd indien daartegen beroep of cassatieberoep is ingesteld of zulks nog mogelijk is. »

Art. 38

In dezelfde afdeling wordt een artikel 1231-71 ingevoegd, luidende :

« Art. 1231-71. — Na het verstrijken van de termijn van hoger beroep of van het cassatieberoep of, in voorkomend geval, na de uitspraak van het arrest waarbij het cassatieberoep wordt afgewezen, zendt de griffier onverwijld het beschikkend gedeelte van de rechterlijke beslissing waarbij het zorgouderschap wordt toegekend aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gewone verblijfplaats van de zorgouder.

De ambtenaar van de burgerlijke stand schrijft het beschikkend gedeelte onmiddellijk over in zijn registers en zendt een afschrift van de akte van overschrijving toe aan de griffier en aan de procureur des Konings. De overschrijving wordt vermeld in de kant van de akten van de burgerlijke stand van het kind. »

Art. 39

In dezelfde afdeling wordt een artikel 1231-72 ingevoegd, luidende :

« Art. 1231-72. — Rechterlijke beslissingen waarbij wordt geweigerd het zorgouderschap toe te kennen, beletten niet dat later nogmaals een nieuw verzoekschrift wordt ingediend dat gegrond is op handelingen of feiten die na de weigering hebben plaatsgevonden.

In voorkomend geval wordt de vereiste toestemming van het kind opnieuw ingewonnen. »

HOOFDSTUK 4

Wijzigingen van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade

Art. 40

In artikel 32 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit

la loi du 31 mars 1987, les mots «ou la mère» sont chaque fois remplacés par les mots «, la mère ou le parent social».

27 octobre 2010.

veroorzaakte schade, gewijzigd bij de wet van 31 maart 1987, worden de woorden «of de moeder» telkens vervangen door de woorden «, de moeder of de zorgouder».

27 oktober 2010.

Sabine de BETHUNE.
Rik TORFS.